

DJAMEL FERROUKHI [*]

Insertion professionnelle des diplômés de l'Institut des sciences économiques d'Alger

SECTION I : OBJECTIFS DE L'ETUDE

INTRODUCTION

La nécessité de mettre en lumière les mécanismes de fonctionnement du marché du travail des diplômés de l'enseignement post-secondaire dans notre pays devient de plus en plus impérieuse pour au moins, à notre sens, deux raisons :

a) détenir un diplôme le plus élevé possible n'est pas actuellement une garantie contre le chômage. En effet, les dernières statistiques officielles sur l'emploi montrent que la population sans travail ayant un niveau de formation supérieure est passée de 0,6 à environ 3 % de l'ensemble des personnes en quête d'emploi sur la courte période allant de 1985 à 1989.

b) l'approche privilégiée jusqu'à ce jour par les autorités chargées de la planification dans l'analyse des relations entre l'éducation et l'emploi s'avère en elle-même insuffisante : abordée uniquement sous l'angle des besoins en main-d'oeuvre (man power planning approach), cette approche fait l'hypothèse implicite d'une insertion planifiée des sortants du système éducatif, c'est à dire la non-transition par le marché du travail.

Les problèmes rencontrés par les diplômés de l'université dans le processus d'insertion professionnelle montrent les limites d'un dimensionnement de l'appareil de formation et d'éducation par la seule approche des besoins en main-d'oeuvre qualifiée.

S'il est vrai que le dimensionnement de cet appareil exige une vision à long terme du schéma de développement économique et social d'un pays étant donné le coût très élevé des investissements initiaux, cet exercice quoiqu'indispensable, ne doit en aucun cas constituer une fin en soi. L'évolution du marché du travail, lui-même influencé par des paramètres en évolution permanente (progrès technique, évolution de la démographie, etc...) doit faire l'objet d'analyses régulières et approfondies afin de procéder aux ajustements, si nécessaire, aux hypothèses de travail arrêtées initialement.

II. MODELE DE DEVELOPPEMENT COMME VARIABLE DETERMINANTE DE L'EMPLOI[1]

Le modèle de développement algérien initié avec le premier plan triennal (1967-1969) s'inscrit au sein de la classe que la littérature économique

titre de "modèles d'industrialisation par substitution aux importations". La caractéristique essentielle d'un tel choix repose sur le développement accéléré de la production industrielle, réalisée avec des équipements et donc une technologie importée, à l'abri des barrières douanières, pour la satisfaction de la demande interne (aussi bien sociale qu'économique). L'Algérie avait opté, pour son industrialisation, pour une technologie à forte densité capitaliste nécessitant une force de travail qualifiée aux compétences très précises pour laquelle un déficit était enregistré à ce moment-là.

Le système de formation et d'éducation est devenu, dès lors, un instrument privilégié pour la réalisation de la stratégie de développement économique et social retenue.

La réforme de l'enseignement supérieur de 1971 s'inscrit dans cette logique : la refonte des programmes de formation, les modalités de progression et d'accès à l'université devaient répondre qualitativement et quantitativement aux exigences de ce modèle de développement.

Parallèlement, et devant les capacités limitées alors du réseau universitaire, les secteurs économique, social et culturel se sont dotés de leurs propres institutions de formation, très souvent encadrées, dans leur phase de démarrage, par des enseignants étrangers. Les Instituts de Technologie, devaient combler le déficit en main-d'oeuvre qualifiée pour l'encadrement de l'économie et en même temps récupérer un maximum de la déperdition scolaire.

Comme on peut le constater, la formation post-secondaire en Algérie s'est développée en étroite corrélation avec le modèle de développement arrêté au lendemain de l'indépendance. Les problèmes que traverse actuellement notre système éducatif sont la conséquence de la rupture de la stratégie de développement au cours des années quatre vingt avec le schéma initial.

L'inertie du développement du système éducatif étant généralement assez lente par rapport à la dynamique économique, les perturbations et les incohérences observées sont révélatrices du malaise vécu par le système de formation post-secondaire en général, et l'université en particulier, à la recherche de ses "marques".

III. CHAMPS DE L'ENQUETE ET SES OBJECTIFS

3.1. L'enquête est destinée à analyser le cheminement des nouveaux diplômés pendant respectivement 5 ans (promotion 1984) et 4 ans (promotion 1985) qui suivent leur sortie de l'Institut des Sciences Economiques. Pendant cette période, ils peuvent avoir poursuivi des études (post-graduées par exemple), accompli leur obligation vis-à-vis du service national, occupé plusieurs emplois, effectué des stages, connu des périodes d'inactivité ou de chômage. Ce sont à ces différentes situations et à leur enchaînement que s'intéresse l'enquête.

Les principaux objectifs sont, entre autres, les suivants :

- connaître le nombre de jeunes qui poursuivent des études,
- situer les secteurs captifs pour chacune des filières,
- évaluer le temps moyen passé à la recherche d'un emploi,
- appréciation des programmes de formation à la lumière de l'expérience professionnelle acquise par le diplôme,
- le nombre de changements d'emploi vécus au cours du processus d'insertion et le statut conféré à chacun d'eux (attente ou définitif) jusqu'au moment de l'enquête.

3.2. Champs de l'enquête :

L'enquête sur l'insertion des diplômés de l'ISE concerne les sortants à l'issue des sessions de Juin et Septembre de deux années successives : 1984 et 1985.

La population de préférence est donc celle qui a quitté l'ISE en 1984 et 1985, munie d'un diplôme. Le tableau n°1, ci-dessous donne la répartition par promotion, par filière et sexe, de la population concernée.

TABLEAU N° 1
DISTRIBUTION DES DIPLOMES DE L'I.S.E
- PROMOTIONS 1984 et 1985 -
TAUX DE REPONSE PAR SEXE ET PROMOTION

Filières	Promotion 1984						Promotion 1985						Promotion 1984 et 1985				Ensemble (1984- 1985)	
	Filles		Garçons		Ens.		Filles		Garçons		Ens.		Filles		Garçons			
	Eff.	Rep	Eff.	Rep	Eff.	Rep	Eff.	Rep	Eff.	Rep	Eff.	Rep	Eff.	Rep	Eff.	Rep	Eff.	Rep
Econométrie	0	--	11	6	11	6	3	0	12	9	15	9	3	0	23	15	26	15
Planification	2	1	12	5	14	6	3	0	8	5	11	5	5	1	20	10	25	11
Gestion	0	0	10	1	10	1	2	2	14	8	16	10	2	2	24	9	26	11
Théorie	1	0	7	2	8	2	1	0	5	1	6	1	2	0	12	3	14	3
Economie Financière	0	0	8	2	8	2	2	0	5	2	7	2	2	0	13	4	15	4
Sciences Financ.	9	3	46	12	55	15	24	19	49	16	73	35	34	22	95	28	128	50
Ensemble	12	4	94	28	106	32	35	21	93	41	128	62	48	25	187	69	235	94

De beaucoup ne manqueront pas de reprocher à l'étude d'avoir opté pour des promotions assez éloignées par rapport à la période retenue pour le lancement de l'enquête (1989-90). Il faut rappeler pour cela les éléments suivants qui ont milité pour une telle démarche :

- les diplômés de sexe masculin (77 %) sont astreints aux obligations du service national, ce qui nous laisse une période d'observation entre 2 et 3 ans, et qui peut s'avérer, à priori, insuffisante étant donné le peu d'information dont on dispose sur le phénomène étudié (insertion définitive). Aussi, le suivi d'une promotion plus proche donnera des résultats biaisés si le processus d'insertion pour quelques concernés n'est pas encore terminé au moment de l'enquête.

- les résultats à travers une enquête ne sont pas une fin en soi, en ce sens que l'image du marché du travail à un moment donné (1984-1985) ne nous intéresse que parce que des investigations répétées pour chacune des promotions suivantes permettront de dégager, à travers le temps, les caractéristiques lourdes du processus d'insertion des étudiants en sciences économiques. Les éléments invariables du marché du travail serviront alors de base pour les bacheliers dans le choix de la discipline (et la filière par la suite) à l'entrée de l'université. Ils permettront aussi aux responsables de la pédagogie d'être à l'écoute des exigences renouvelées du marché du travail afin d'adapter de manière régulière les programmes de formation à la nouvelle demande. Il s'agit pour nous, beaucoup plus d'initier le processus de la mise en place d'un observatoire permanent des diplômés. Au même titre que le chef d'entreprise s'interroge régulièrement sur la destination et l'efficacité de son output, l'université ne peut se désintéresser du devenir de ses

diplômés. Les responsables des établissements de formation doivent rester à l'écoute du marché du travail car l'amélioration du produit n'est rendue possible que par la connaissance de ses utilisateurs. Une fois de plus nous ne manquerons pas d'insister sur le fait que la planification macro-économique du secteur de l'éducation doit être complétée par des analyses micro-économiques et sectorielles du marché du travail.

3.3. Gestion de l'enquête :

L'enquête est exhaustive car le questionnaire a été envoyé à l'ensemble des sortants (diplômés) de l'I.S.E. Cette démarche s'imposait, malgré le coût particulièrement élevé, car c'est une première expérience et on ignorait, a priori, quelle serait l'attitude des enquêtés vis-à-vis d'une enquête par voie postale, le degré de mobilité des étudiants après leur sortie de l'université (problème de localisation des diplômés) et aussi la réaction des étudiantes vis-à-vis de ce type d'investigation.

TABLEAU N° 2
TAUX DE REPONSE PAR PROMOTION FILIERE ET SEXE (%)

	Promotion 1984			Promotion 1985			Ensemble		
	Taux de réponse			Taux de réponse			Taux de réponse		
	Filles	Garçons	Ens.	Filles	Garçons	Ens.	Filles	Garçons	Ens.
Econométrie	--	54.54	54.54	0	75	60	0	65.21	57.69
Planification	50	41.67	42.85	0	62.50	45.45	20	50	44.00
Gestion	--	10	10	100	57.14	62.50	100	37.50	42.31
Théorie	0	28.57	25	0	20	16.67	0	25.00	21.42
Economie financ.	0	25	25	0	40	28.57	0	30.77	26.67
Sciences financ.	33.34	26.10	27.27	79.16	32.65	47.94	64.70	29.47	38.75
Ensemble	33.34	29.78	30.19	60.00	44.08	48.43	52.08	36.89	40.00

La première vague de réponses qui s'est étalée sur une période d'environ un mois, a été suivie d'une première relance pour les diplômés n'ayant pas réagi au questionnaire. Le nombre de réponses a été nettement plus élevé au cours de la deuxième phase et on aurait eu, à notre avis, un taux de participants plus important si une deuxième relance avait été effectuée. Cependant, et étant donné le coût de l'opération (postage et tirage du questionnaire [2]) nous nous sommes contentés de ce niveau de réponse. Il faut signaler que le tirage du questionnaire a été effectué à deux reprises pour obtenir une version assez lisible pour le diplômé. Le coût du papier et du tirage (stencil électronique) ont montré, à travers cette première expérience, que ce type d'opération nécessite un financement approprié et renouvelé pour la prise en charge sérieuse du suivi de l'insertion des diplômés.

Sur les 235 envois, seules 24 enveloppes ont été retournées à l'I.S.E. pour cause de déménagement, c'est-à-dire que l'étudiant (ou ses parents) n'habitait (aient) plus à l'adresse recensée à sa sortie de l'institut des sciences économiques. Il y a lieu donc de conclure qu'une faible mobilité des étudiants puisque 10 % des étudiants (ou leurs parents) n'ont pu être touchés par l'enquête.

3.4. Taux de réponse à l'enquête :

Le tableau n° 2 montre que, globalement, la promotion de 1985 a mieux réagi à l'enquête puisque le taux de réponse est plus élevé 48,43 %, alors

qu'il n'est que de 30 % pour la première cohorte de notre échantillon, c'est-à-dire celle de 1984. Si l'on ne tient pas compte des renvois pour cause de changement d'adresse, les taux de réponse atteignent respectivement 54 % (1985) et 35 % (1984). Analysé par sexe, l'enquête révèle que, contrairement à ce que l'on s'attendait, les filles ont un comportement beaucoup plus positif que les garçons vis-à-vis de ce type d'investigation. En effet, et quelque soit la promotion considérée, le taux de réponse du sexe féminin est plus élevé. Il est respectivement de 33,34 et 60 % contre 29,80 et 44,08 % pour les garçons pour les deux promotions successives[3].

Pour les deux promotions retenues, le taux de réponse pour les filles est supérieur à 50 % (exactement 52 %) alors que pour le sexe opposé il atteint seulement 36,90 %.

Le tableau n° 2 montre qu'une analyse sur l'insertion ne peut porter sur l'ensemble des filières car le taux de réponse enregistré n'est pas suffisant, dans certains cas, pour que des conclusions soient tirées sur un échantillon non représentatif. Il en est de même pour une étude sur le processus d'insertion par sexe. C'est ainsi que les promotions de diplômées des filières d'économétrie, de théorie économique et d'économie financière ne sont pas suffisamment étoffées d'une part (tableau n° 1) et le niveau de réponse les concernant reste en deçà de la limite de représentativité de l'échantillon.

Concernant la promotion de 1984, les conclusions qui seront tirées au cours de cette étude concerneront, en raison du taux de réponse acceptable, les filières suivantes :

sexe féminin : planification et sciences financières

sexe masculin : économétrie, planification

La promotion 1985 est nettement plus intéressante pour l'étude qui nous concerne car les taux de réponse sont plus élevés et donc un échantillon plus représentatif. C'est ainsi que pour les garçons, seule la filière théorie économique est exclue du champ de l'analyse alors que l'économétrie, la planification, la théorie économique et l'économie financière ne feront pas, en ce qui concerne les filles, l'objet d'un approfondissement (aucune réponse).

SECTION II : PRESENTATION DE L'INSTITUT DES SCIENCES ECONOMIQUES

INTRODUCTION

La réforme de l'enseignement supérieur de 1971 s'inscrit dans la logique d'une meilleure préparation des cadres pour les besoins du schéma de développement arrêté préalablement grâce aux programmes exceptionnels d'éducation et de formation. L'université devait ainsi participer au processus d'accumulation des entreprises, à l'élargissement de la production et des capacités de réalisation dans une économie beaucoup plus intégrée[4].

Des formations professionnalisées ont été alors introduites, sans pour cela laisser de côté les diplômés à caractère plus fondamental préparant à la recherche et à un métier d'enseignant du supérieur. Le Diplôme d'Enseignement Supérieur (DES), institué en sciences exactes (math, physique et chimie) et biologiques, dont la projection initiale était la post-graduation-recherche, devait répondre à cette préoccupation.

Le bachelier optant pour un DES s'engageait d'emblée sur une trajectoire d'enseignant-chercheur. Les places ouvertes en DES étaient très limitées et sélectives.

Parallèlement, un certain nombre de disciplines ont introduit soit des filières plus professionnalisées tout en développant parallèlement des cursus préparant à des métiers d'enseignant ou de chercheur. C'est le cas de l'Institut des Sciences Economiques d'Alger où est délivré tout un spectre de formations, allant de la filière très professionnalisée sciences financières donnant directement droit à un poste de travail, à la filière "théorie économique" qui trouve son prolongement dans les études post-graduées (enseignant-chercheur), en passant par des diplômés se situant entre ces deux extrêmes : économétrie, planification, gestion et économie financière.

Dans ce qui suit il est fait un bref descriptif de l'Institut des Sciences Economiques d'Alger et du contenu des programmes de formation qu'il délivre, ce qui permettra, l'explication, du moins en partie, du comportement différencié des diplômés des différentes filières dans le processus d'insertion.

2.1. Présentation de l'Institut des Sciences Economiques d'Alger (ISE) :

L'ISE a été créé par arrêté ministériel en date du 17 Juillet 1974. Il constituait auparavant un département au sein de ce qui était la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de l'Université d'Alger.

Les effectifs inscrits à l'ISE connaissent une progression régulière depuis la création de l'institut à l'exception de l'année où l'arabisation totale des enseignements a été appliquée en 1986/1987, 2921 étudiants étaient inscrits à l'ISE d'Alger, contre 1648 l'année précédente. Cette tendance récente semble devoir se perpétuer si on se réfère à la structure des bacheliers qui reste encore pratiquement inchangée ainsi qu'aux conditions d'accès à l'université.

2.2. Description succincte des enseignements à l'ISE :

L'organisation des enseignements à l'ISE est, jusqu'en 1984, celle issue de la réforme de 1971. Celle-ci avait pour but principal de faciliter la formation d'économistes, agents essentiels du développement national.

Cette réforme avait mis fin à l'unité institutionnelle qui caractérisait la formation des économistes et des juristes. C'est ainsi que fut créé un enseignement en sciences économiques spécifique de façon à former des cadres plus spécialisés. Concrètement, cela s'est traduit par :

- la séparation des formations en droit et celles en sciences économiques,
- la création d'une licence en sciences économiques et l'organisation de plusieurs options au sein de cette licence.

La nouvelle licence, préparée en huit (08) semestres (4 ans), comporte un tronc commun de quatre (04) semestres et des spécialisations sur une durée identique, c'est à dire quatre semestres.

Les programmes issus de la réforme de 1971 sont bâtis autour des axes essentiels suivants :

- orientation socialiste et adaptation au programme de développement suivi par l'Algérie (essentiellement au niveau du tronc commun),
- spécialisation en fonction des besoins du système économique (spécialisation des cours pour les quatre derniers semestres).

2.2.1. Tronc commun :

Les quatre premiers semestres sont consacrés aux grands problèmes d'une économie en développement et à la présentation des concepts, des théories et des institutions économiques et financières. Au total, 1280 heures de cours sont programmées pour le tronc commun des sciences économiques. En outre, il est fait une grande place aux techniques quantitatives et aux langues étrangères, notamment l'anglais.

2.2.2. Spécialisation :

A l'issue du tronc commun, plusieurs spécialités sont offertes aux étudiants. Les différentes filières mises en place sont liées aux besoins de l'économie et répondent à des objectifs professionnels.

2.2.2.a. Filière planification et développement :

L'enseignement repose sur les systèmes et méthodes de planification, des techniques de programmation (recherche opérationnelle), de prévision (économétrie) de calcul économique ainsi que du support informatique.

2.2.2.b. Filière gestion :

Cette filière vient en fait en complément à la première. Il s'agit de former des cadres gestionnaires au niveau des unités de production aptes pour le suivi et la bonne exécution du Plan.

Les enseignements sont axés sur des connaissances utilisables au niveau des entreprises (unités de production) dans son évolution propre et dans ses relations avec l'environnement, notamment le Plan. Ainsi on retrouve des techniques quantitatives de gestion (comptabilité générale et analytique, mathématiques financières et d'entreprise), l'approfondissement des différentes fonctions dans l'entreprise (personnel, commerciale, etc...) à côté des enseignements portant sur l'environnement de l'entreprise (structure de l'économie algérienne, relations économiques internationales, entreprise et plan, etc.).

2.2.2.c. Filière "théorie économique et recherche appliquée" :

Cette filière est ouverte pour former les futurs chercheurs dans la sphère économique. Les enseignements sont orientés vers l'approfondissement des problèmes théoriques du développement national. Le principal enseignement dans cette filière est représenté par l'analyse des modèles de développement ainsi que l'étude des problèmes de la construction du socialisme. Les étudiants suivent également des modules en commun avec les filières "planification" et "économie financière" (macro-économie notamment) ainsi que des techniques quantitatives (économétrie et recherche opérationnelle).

2.2.2.d. Filière économie financière :

L'économie financière se préoccupe d'établir les conditions de cohérence entre les objectifs sociaux d'une politique économique et les mesures financières et monétaires qui sont destinées à permettre l'application de cette politique. C'est autour de ce principe qu'est organisée cette filière qui permet d'acquérir une formation dans les domaines :

- de l'économie des finances publiques et des problèmes financiers du développement en Algérie,
- des choix financiers publics,
- de l'économie des entreprises publiques,
- des relations économiques et financières internationales.

Il est également dispensé des cours sur les techniques de gestion des entreprises (notamment les comptabilités générale et analytique).

2.2.2.e. Filière économétrie :

Cette filière est née de la fusion de la théorie économique et des mathématiques et statistiques. Elle s'est développée de manière très accélérée depuis la seconde guerre mondiale. Cette formation permet de donner aux étudiants les bases de la formulation mathématique des phénomènes économiques. Elle se distingue par l'existence de nombreux modules de mathématiques appliquées (théorie de la décision, modèles de prévision, économétrie appliquée, recherche opérationnelle, méthodes d'échantillonnage).

2.2.2.f. Filière sciences financières :

C'est une formation à vocation professionnelle devant normalement mener vers l'expertise comptable. Elle est orientée essentiellement vers les techniques comptables.

Il faut noter que cette organisation des enseignements est demeurée inchangée dans l'ensemble jusqu'à l'heure actuelle[5]. Néanmoins, il y a actuellement une réflexion qui est engagée sur la refonte des profils et programmes en sciences économiques.

2.3. Evolution comparée des effectifs des filières des sciences économiques de l'Université d'Alger :

L'examen de l'évolution des filières de formation ouvertes en sciences économiques permet de constater que certaines attirent plus que d'autres. Il faut noter que les différentes filières paraissent recruter des populations différentes par leurs aspirations et leurs caractéristiques.

D'une manière générale on distingue deux catégories de filière (tableau n° 3) :

a) les spécialités qui, depuis leur ouverture, voient leurs effectifs diminuer de manière continue. Il s'agit de "planification", "théorie économique" et "gestion". La part respective des deux premières est passée entre 1975/76 et 1982/83 et, de 30 à 10 % pour la "planification" et de 15 à 5 % pour la "théorie". La baisse relative des effectifs en filière gestion n'a commencé qu'à partir de l'année 1978/79, passant de 20 à 15 % en 1978/79 et 1982/83 et s'est maintenue jusqu'en 1986/87.

b) les autres filières, à savoir les sciences financières et l'économie financière, connaissent, par contre, une progression relative. Celle-ci passe de 24 à 42 % entre 1975/76 et 1982/83 et, a continué de progresser puisque le seuil de 63 % est atteint en 1986/1987. L'économie financière a évolué de façon moins régulière : après avoir fluctué autour de 10 % des effectifs, cette filière a connu une tendance à la hausse qui s'est amorcée en 1980/81 pour culminer à 21 % en 1982/83. Elle connaît, cependant, comme toutes les autres filières, une baisse relative depuis 1982/83 au profit des "sciences financières" : moins de 4 % des effectifs inscrits en spécialité en 1986/87.

L'orientation vers les différentes filières à l'issue du tronc commun s'effectue sur la base :

- des performances scolaires au cours des deux premières années (tronc commun),
- des aspirations des étudiants.

Dans ce qui va suivre sont présentées les conditions d'accès à l'Institut des Sciences Economiques et à chacune des filières post-tronc commun.

TABLEAU

2.4. Modalités d'accès :

L'accès en première année est ouvert à l'ensemble des séries du baccalauréat (le bac "lettres" étant soumis à un test en mathématiques). Les détenteurs du baccalauréat "sciences" sont, cependant, les plus largement représentés (tableaux IV et V), suivis de loin par les bacheliers "math" et "techniques comptables".

Accès en spécialité :

Tableau n° 3
EVOLUTION DES INSCRITS A L'ISE - ALGER - TRONC COMMUN - FILIERES

	1972/73			1973/74			1974/75			1975/76			1976/77			1977/78			1978/79			1979/80			1980/81	
	A	E	T	A	E	T	A	E	T	A	E	T	A	E	T	A	E	T	A	E	T	A	E	T	A	E
1er année	425	10	435	371	13	384	395	6	401	344	14	358	273	11	284	286	6	292	471	14	485	231	15	246	498	6
2e année	553	10	563	418	5	423	376	2	378	339	11	350	290	10	300	367	23	330	274	8	282	370	23	393	248	7
Gestion							145	0	145	162	0	162	118	2	120	137	5	142	131	2	133	94	13	107	101	5
Planification							204	3	207	182	0	182	169	1	170	160	5	165	131	1	132	86	7	93	62	2
Théorie							97	10	107	105	5	110	77	2	79	70	5	75	70	1	71	49	2	51	34	2
Sciences Financières							173	0	173	186	0	186	182	4	186	199	3	202	230	3	233	228	2	230	285	16
Economie Financière							75	0	75	59	5	59	54	0	0	46	0	46	58	12	70	38	2	40	80	9
Econométrie							0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20	0	20	46	3
Ensemble	1552	42	1594	1556	19	1575	1465	21	1486	1377	30	1407	1163	30	1193	1105	147	1152	1361	41	1402	1116	64	1180	1354	50

2.4. Modalités d'accès :

L'accès en première année est ouvert à l'ensemble des séries du baccalauréat (le bac "lettres" étant soumis à un test en mathématiques). Les détenteurs du baccalauréat "sciences" sont, cependant, les plus largement représentés (tableaux IV et V), suivis de loin par les bacheliers "math" et "techniques comptables".

Accès en spécialité :

- planification : les étudiants ayant acquis l'ensemble des modules des deux premières années et enregistrant une note supérieure ou égale à 10 (/20) aux modules de statistiques et de mathématiques ;

- gestion : les étudiants ayant acquis l'ensemble des modules des deux premières années ;

- économétrie : même conditions d'accès que pour la filière planification ;

- sciences financières : l'accès à cette filière est autorisé aux étudiants n'ayant pas accumulé plus de deux modules en "dettes" au cours du tronc commun, c'est-à-dire que les étudiants ne s'étant pas acquittés de l'ensemble des modules au cours des deux premières années peuvent s'inscrire en spécialité (tout en continuant à suivre les matières en "dettes").

- économie financière : la moyenne générale pour l'ensemble du tronc commun et une note supérieure à 10 (/20) aux modules suivants : comptabilité générale, institutions politiques et administratives algériennes, structure de l'économie algérienne.

- théorie économique : les étudiants admis à cette filière ne doivent pas avoir accumulé plus de deux modules en retard en tronc commun et doivent obtenir une note supérieure ou égale à 10 (/20) aux matières suivantes macro-économie, introduction à l'analyse économique, économie politique du socialisme, relations économiques internationales.

Les tableaux suivants (4) et (5) donnent la répartition des bacheliers des différentes séries entre les différentes filières post-tronc commun.

TABLEAU N° 4
INSCRITS EN 4EME ANNEE PAR SPECIALITE ET SERIE DE BAC (année 1986/87)

Série de Bac Filière	Sciences		Math		Lettres		Technique		Sans Bac		Bac Islam.		N.D.	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Sciences financières	205	75.10	6	85.71	14	66.67	31	81.58	17	100	3	60	1	16.66
Gestion	20	07.32	--	--	2	09.52	1	02.63	--	--	--	--	1	16.66
Economie financière	03	01.09	--	--	2	09.52	1	02.63	--	--	--	--	--	--
Planification	20	07.30	1	14.29	2	09.52	5	13.16	--	--	2	40	1	16.66
Econométrie	13	04.76	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	3	50
Théorie économique	02	01.73	--	--	1	04.77	--	--	--	--	--	--	--	--
Ensemble	273	100	7	100	21	100	38	100	17	100	5	100	6	100

N.D : Aucune trace du document n'a été trouvée renseignant sur le titre ayant donné droit d'accès à l'I.S.E.

TABLEAU N° 5
INSCRITS EN 3EME ANNEE PAR SPECIALITE SELON LA SERIE DU BAC (année 1986/87)

Série de Bac Filière	Sciences		Math		Lettres		Technique		Sans Bac		Bac Islam.		N.D.	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Sciences financières	186	51.95	9	36	7	35	14	77.78	24	68.57	--	--	2	40
Gestion	86	23.56	4	16	4	20	1	5.55	6	17.14	--	--	1	20
Economie financière	14	03.83	3	12	2	10	1	5.55	1	2.86	--	--	--	--
Planification	26	07.12	3	12	2	10	2	11.12	3	8.57	--	--	--	--
Econométrie	43	11.78	6	24	1	5	--	--	1	2.86	--	--	2	40
Théorie économique	10	02.74	--	--	4	20	--	--	--	--	--	--	--	--
Ensemble	365	100	25	100	20	100	18	100	35	100	--	--	5	100

Comme on peut le constater à travers les tableaux précédents, les sciences financières sont très sollicitées en raison - conditions plus souples d'accès puisqu'elle n'exige pas l'acquisition de l'ensemble des modules des deux premières années,

- possibilité de s'installer à son compte (bureau de comptabilité) ou éventuellement la préparation de l'expertise comptable.

La filière "gestion" vient en seconde position car très demandée sur le marché du travail, elle attire moins d'étudiants que les sciences financières en raison de conditions d'accès plus exigeantes..

La "théorie économique" est désertée de plus en plus au cours de ces dernières années car :

- devant préparer à des études post-graduées ; le rétrécissement du marché de l'emploi des enseignants du supérieur, plus particulièrement pour les sciences sociales, cette filière voit ses effectifs diminuer progressivement,

- non professionnalisée, le marché externe (hors enseignement supérieur) leur est moins favorable face aux filières concurrentes,

- le prestige de cette filière était liée à un certain nombre d'enseignants algériens ayant marqué, par leurs travaux, la décennie 1970-1980 et qui, pour des raisons diverses, ne sont plus présents sur le terrain.

L'économie financière est moins fréquentée malgré une demande économique élevée et ceci en raison des nombreux pré-requis exigés pour y accéder. Quant à l'économétrie, le dosage élevé en modules de statistiques, mathématiques et d'économie-mathématique, n'attire que les candidats ayant obtenu d'excellents scores à ces mêmes matières en tronc commun.

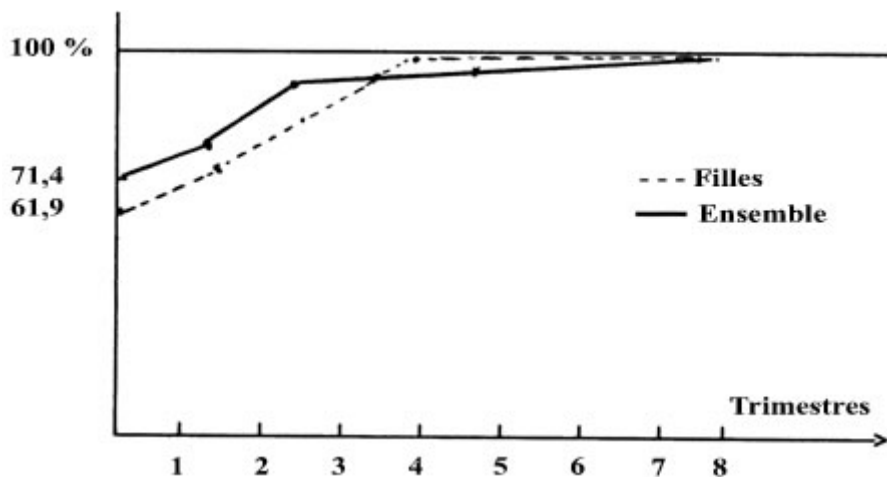
SECTION III : INSERTION PROFESSIONNELLE

I. PROCESSUS D'INSERTION PROMOTION 1984 : CONSIDERATIONS GENERALES

Le processus d'insertion dans la vie active est différemment vécu selon la filière et le sexe considérés. Dans l'ensemble, les filles rencontrent plus de difficultés pour l'obtention d'un premier emploi (figure ci-dessous). Cependant, plus la période de recherche d'emploi s'allonge, puis elle joue en défaveur des garçons : quand le chômage excède 9 mois (3 trimestres), le processus d'insertion devient plus problématique pour les garçons que pour les filles.

Dès leur sortie de l'ISE, 62 % des filles et 71,4 % des garçons diplômés décrochent d'emblée un emploi. Ces performances se distribuent différemment entre les spécialités et d'un sexe à un autre.

GRAPHE N° 1
INSERTION PROFESSIONNETE PROMOTION 1985 (toutes filières confondues)



1.1. Promotion 1985

a) Filles :

Seules deux filières sont présentes dans notre échantillon pour la promotion 1985. Il s'agit de la gestion et des sciences financières. Très recherchées au niveau du marché du travail en raison du contenu de leur programme respectif (voir section II). Les sortants de la filière Gestion s'insèrent dans la vie active plus rapidement.

b) Garçons :

Le processus d'insertion pour la "planification" et les "sciences financières" se fait de manière graduelle et s'échelonne sur une année en moyenne. Cependant, et en raison du caractère plus professionnalisé du diplôme en "sciences financières", près des 3/4 des sortants de l'ISE trouvent d'emblée un emploi alors que seuls 55 % des planificateurs enregistrent un temps de recherche pratiquement nul.

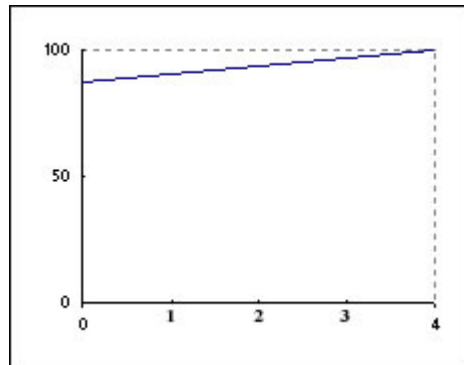
Le processus d'insertion est le mieux vécu par les sortants de la filière "gestion" puisqu'il s'achève au bout de six mois, les garçons observant, en moyenne, un temps de recherche d'emploi plus court.

Les économètres subissent un processus d'insertion plus étalé dans le temps avec, cependant, plus de 80 % des diplômés qui intègrent un emploi sans transiter par une période de chômage. Les difficultés rencontrées par ces diplômés sur le marché du travail peuvent être expliquées par la méconnaissance, de la part des différents organismes, de cette filière par rapport aux spécialités traditionnelles. Il faut rappeler que la première promotion de cette filière est sortie en Juin 1981. Les cohortes étudiées constituent par conséquent un produit tout récent et autour duquel peu de publicité a été faite pour le faire connaître d'abord et le situer, ensuite, par rapport aux diplômés à la réputation mieux établie sur le marché. Jusqu'à présent beaucoup d'organismes employeurs n'arrivent pas à le situer par rapport à celui de "planificateur" (du même établissement) d'une part et aussi à celui d'ingénieur statisticien ou planificateur que forme l'Institut National de la Planification et des Statistiques (INPS)^[6]. Les étudiants de l'INPS sont contractuels avec

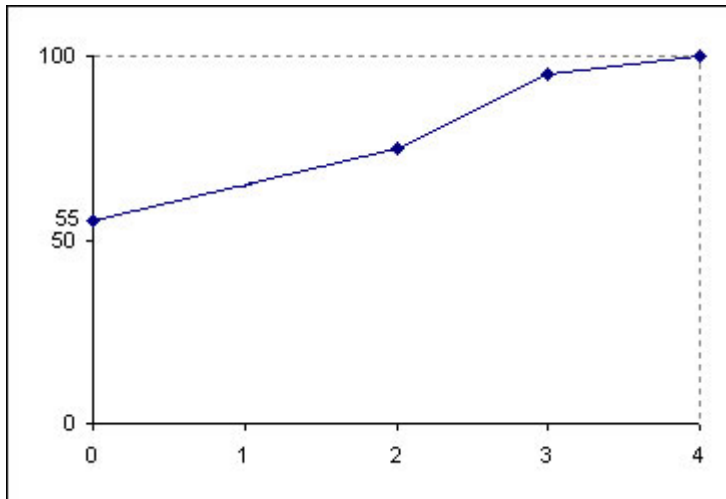
l'ex-Ministère à la Planification et sont affectés à un emploi dès leur sortie, ce qui les place en situation avantageuse sur le marché du travail par rapport aux sortants de l'ISE.

GRAPHE N° 2 : PROCESSUS D'INSERTION PAR FILIERE

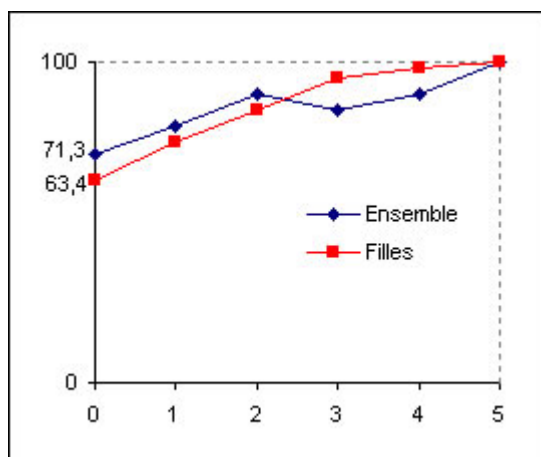
Econométrie



Planification



Sciences Financières



Le processus d'insertion professionnelle des sciences financières, comme l'indique le graphe ci-dessus, se situe entre les deux précédentes filières puisque 71 % au moins des sortants sont embauchés dès leur

sortie de l'université. Cependant, l'insertion de la totalité des étudiants de cette filière s'étale sur toute une année.

1.2. Promotion 1984 :

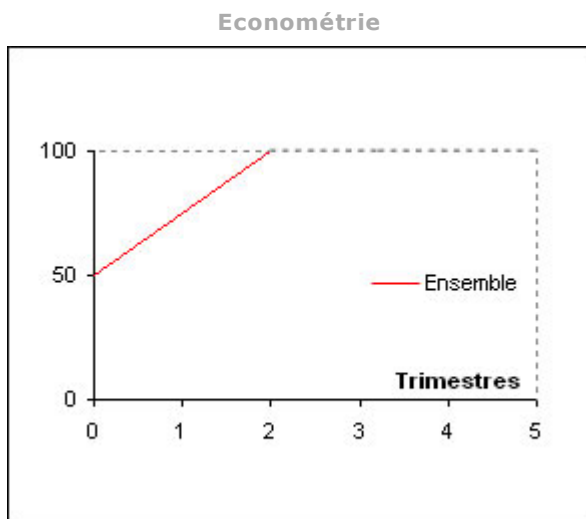
Concernant l'économétrie et la planification, l'insertion des garçons est progressive, avec un taux d'accès direct à un emploi à l'issue de la formation moins élevé que pour la promotion 1985. La période d'insertion de l'ensemble des sortants de la filière planification est assez longue car elle s'étale sur au moins six trimestres (18 mois). Elle est plus courte pour "l'économétrie" (2 trimestres), alors que plus de 85 % des sortants des "sciences financières" sont employés immédiatement.

Les filles sont présentes au niveau de deux filières seulement. Leur intégration dans la vie active est plus accélérée que pour les garçons : les diplômées de la filière "planification" ne subissent pas de période de chômage pour "décrocher" un emploi alors que celles des sciences financières sont absorbées en totalité par le marché du travail au bout d'un semestre.

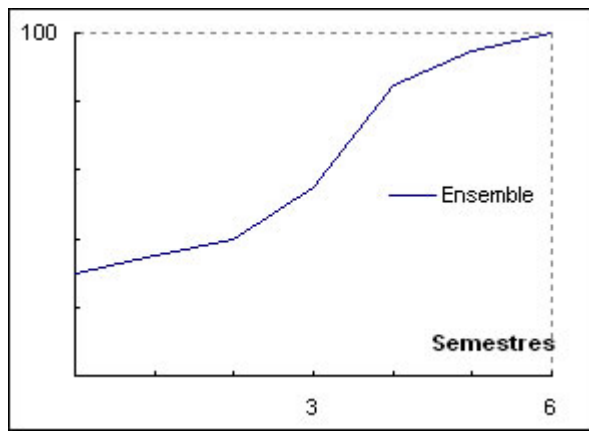
Enfin, les graphes du processus d'intégration des filières restantes sont présentés ci-dessus à titre seulement d'information mais ne peuvent faire l'objet d'analyse en raison de la faible représentativité de l'échantillon.

En conclusion de l'étude de la promotion 1984, les filles par rapport aux filières où elles sont suffisamment représentées, s'intègrent dans la vie active de façon plus rapide que les garçons.

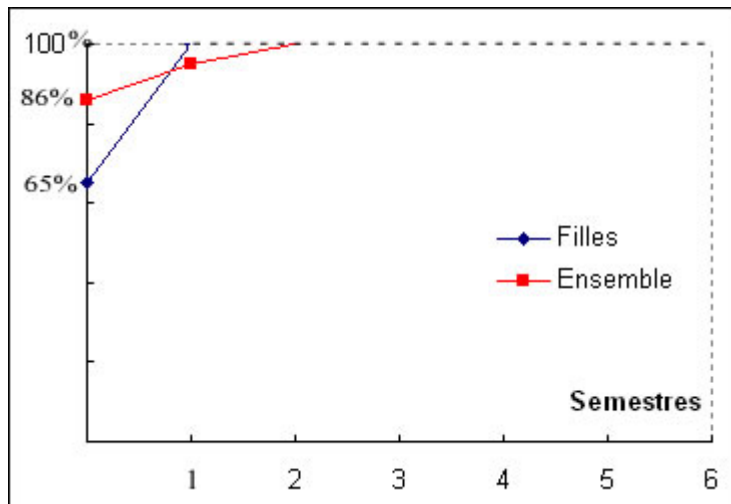
GRAPHE N° 3 : PROCESSUS D'INSERTION - PROMOTION 1984 -



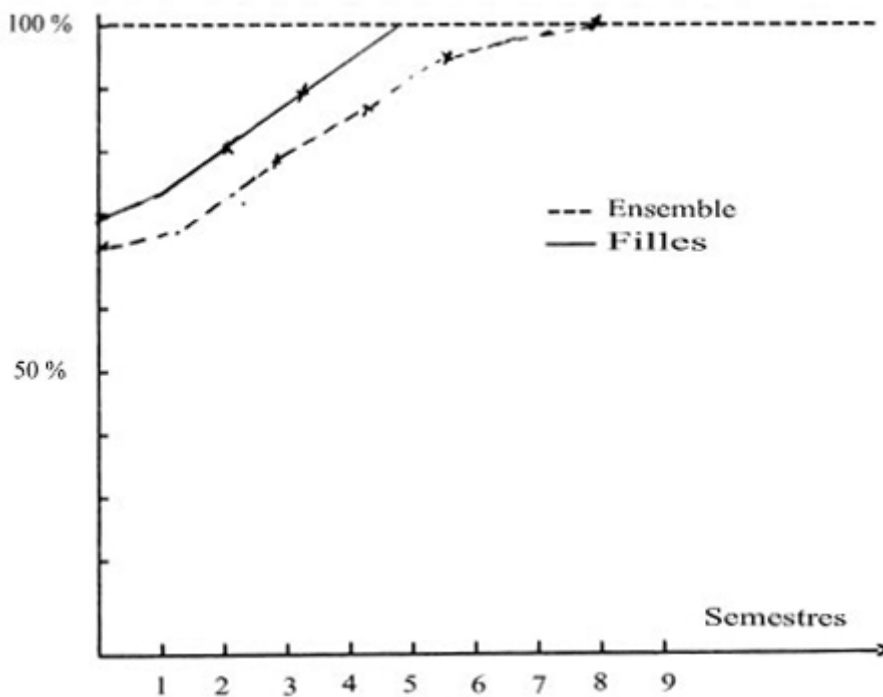
Planification



Sciences Financières



Ensemble des Filières



II. ETUDE DU COMPORTEMENT DES DIPLOMES A LEUR SORTIE DE L'ISE

A l'issue de leur formation, les diplômés peuvent se retrouver dans des situations particulièrement variées liées à leur condition sociale et à leur ambition propre. Les stratégies des diplômés en matière d'intégration dans la vie active sont, à l'heure actuelle, très mal cernées.

On peut penser, à priori, que les étudiants s'engagent dans l'une des voies suivantes :

- continuer les études afin d'acquérir davantage de qualifications que l'étudiant pourra avantageusement négocier sur le marché du travail ;
- tenter de décrocher très rapidement un emploi pour que la période consacrée à l'accomplissement du service national soit valorisée dans la carrière professionnelle de l'individu^[7] ;
- travailler pendant une certaine période afin d'épargner pour le financement de projets que la personne ambitionne (mariage par exemple) ou pour subvenir à ses besoins propres ou familiaux durant l'accomplissement du service national (marié avant le service national, soutien de famille, etc...)

Pour cerner les stratégies des diplômés, il a été demandé aux enquêtés l'attitude qu'ils ont eu vis-à-vis de l'emploi à l'issue de leurs études. Optent-ils directement pour l'accomplissement du service national ou tentent-ils de décrocher un emploi qui permet de partir au service national avec la garantie de réintégrer ce même poste de travail par la suite ?

2.1. Garçons :

2.1.a. De manière globale (toutes promotions confondues,) et pour les deux promotions, 22,00 % des sortants ont intégré directement le service national, c'est-à-dire que plus de 78 % des diplômés se mettent à la recherche d'un emploi en retardant, de manière volontaire, l'échéance du service militaire (tableau 6).

Le taux de diplômés alimentant le marché du travail avant accomplissement du Service National, s'élève respectivement à 85 et 90 % pour les deux promotions étudiées dans le cadre de la présente étude. Ces premiers résultats sont très intéressants car ils révèlent que la grande majorité des sortants décident de rejoindre le marché du travail en reportant pour plus tard l'accomplissement du service national. Cette importante information devra faire l'objet d'un développement plus détaillé lors de l'élaboration du futur questionnaire afin de tenter de cerner quelles sont les raisons qui expliquent un tel comportement de la part des étudiants.

Evidemment, les démarches effectuées par les diplômés n'ont pas toutes été récompensées puisque seulement 86 et 50 % (tableau 7) des individus des deux promotions respectives ont pu décrocher un emploi, soit un taux moyen de 52 % pour l'ensemble des diplômés. La recherche d'emploi semble être moins fructueuse pour les diplômés de la deuxième

promotion (1985) qui, rappelons-le, coïncide avec les effets premiers de la crise économique et la restructuration des grandes entreprises publiques.

TABLEAU N° 6
PROPORTION DE DIPLOMES CONCERNES PAR
LE SERVICE NATIONAL AYANT CHERCHE UN
EMPLOI AVANT ACCOMPLISSEMENT DES
OBLIGATIONS (*)

Promotion 1984	Taux (%)	Part des diplômés ayant intégré directement S.N.
Econométrie	100	00
Planification	20	80
Sciences Financières	91.70	08.30
Ensemble	77.30	22.70
Promotion 1985	Taux (%)	Part des diplômés ayant intégré directement S.N.
Econométrie	100	00
Planification	83.30	16.70
Gestion	71.40	28.60
Sciences Financières	70	30
Ensemble	78.56	21.44
Promotion 1984 – 85	Taux (%)	Part des diplômés ayant intégré directement S.N.
Econométrie	100	00
Planification	54.54	46.46
Gestion	71.40	28.60
Sciences Financières	81.81	18.19
Ensemble	78.00	22.00

(*) Concerne uniquement les garçons

TABLEAU N° 7
PROPORTION DES DIPLOMES AYANT
CHERCHE ET TROUVE UN EMPLOI AVANT
SERVICE NATIONAL (en %)

Promotion	1984	1985
Filière		
Econométrie	46.16	100
Planification	16.16	61.11
Gestion	100	0
Théorie	50	--
Economie Financière	100	--
Sciences Financières	47.82	41.16
Toutes filières confondues	86.05	50.00

TABLEAU N° 8
PROPORTION DES DIPLOMES AYANT CHERCHE ET
TROUVE UN EMPLOI AVANT ACCOMPLISSEMENT
DU SERVICE NATIONAL (%) (*)
(toutes promotions confondues)

Filière	Promotion %
Econométrie	73.33
Planification	39.00
Gestion	50
Théorie	--
Economie Financière	--
Sciences Financières	44.48
Toutes Filières confondues	51.67

(*) "Economie Financière" et "théorie" sont très peu représentées (taux de réponse faible) et n'ont pas fait l'objet d'exploitation.

2.1.b. Comportement par filière :

Toutes promotions confondues, il apparaît (tableau n°7) que les économètres observent le rendement (externe) le plus élevé puisque plus de 73 % des demandeurs d'emploi sont finalement recrutés. Les "sciences financières" viennent en seconde position, les diplômés de cette filière engageant une demande d'emploi sont embauchés dans 45 % des cas. La planification ferme la marche puisque seulement 39 % des demandeurs d'emploi sont généralement engagés avant l'accomplissement du service national. Pour cette dernière filière, et si l'on devait se confiner au seul échantillon représentatif (1985), (voir tableau 1), le rendement est nettement plus élevé puisqu'il atteint le seuil de 61 %,devançant ainsi la performance des diplômés des "sciences financières" au cours de l'année 1985.

Enfin, et concernant les autres filières, il ressort, pour 1984 que le pourcentage d'individus décrochant un emploi est très élevé. Il est maximum pour la "Gestion" et l'"Economie Financière" (100 %) et seulement de 50 % pour la "Théorie". Ce ne sont là que quelques indications sur les quelques individus qui ont daigné répondre à l'enquête. Ils ne doivent en aucun cas constituer des conclusions fiables car les taux de réponse sont loin d'être significatifs.

2.2. Comportement des diplômées à leur sortie de l'ISE :

2.2.1. Cette catégorie de diplômés n'est pas concernée par les obligations du service national. A ce titre, il faut rappeler (tableau n° 8) que la part des femmes dans l'économie reste encore très faible malgré l'élévation du niveau d'instruction de cette population.

TABLEAU N° 9
EVOLUTION DE LA STRUCTURE DE LA
POPULATION ACTIVE PAR SEXE (*)
(1966-1987)

Sexe	1966	1977	1987
Masculin	95.74	93.33	90.78
Féminin	4.26	6.67	9.22
Ensemble	100	100	100

(*) Tiré du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) 1977 et 1987.

Comme on peut le constater à travers le tableau précédent, la participation de la femme à l'activité économique demeure encore assez marginale, sa part dans la population active n'atteignant pas encore 10 % du total (recensement de 1987). La part des femmes actives ayant un niveau de formation post-secondaire reste relativement faible, comme le montrent les chiffres des deux derniers recensements.

TABLEAU N° 10
EVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE FEMININE SELON LE DIPLOME (*)

	Formation Post-Secondaire	Bac	Brevet	C.E.P	Autres	Sans diplôme	N.D
1977 (100 %)	02.41	4.27	16.67	12.70	08.79	54.17	00.99
1987 (100 %)	05.62	4.93	17.04	04.57	19.77	45.30	02.77

(*) Tiré du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH), 1977 et 1987.

Le tableau ci-dessus montre que le poste "diplômées de la formation post-secondaire" est le moins fourni [8] de la structure de la population féminine selon le dernier diplôme obtenu bien que l'évolution, entre les deux derniers recensements, soit assez significative pour ce niveau d'instruction.

Les mentalités concernant le rôle de la femme dans l'économie ont beaucoup évolué dans notre pays puisque leur nombre est passé de 110.000 en 1966 à 500.000 environ en 1987, avec un taux d'accroissement exceptionnel (141 %) sur les dix dernières années (1977-87).

2.2.2. Situation des diplômés de l'I.S.E :

4.2.2.a La promotion 1984 abritait une faible proportion d'étudiantes (12 sur un total de 106) ; elles sont concentrées essentiellement au niveau de la filière "sciences financières" (75 % de l'ensemble), faiblement représentées en "planification"(17 %) et "théorie" (08 %) et totalement absentes dans les autres spécialités.

Concernant la planification, une seule étudiante (sur un total de 2) a répondu à l'enquête. Sa demande d'emploi a été rapidement satisfaite. Cependant, il faut signaler qu'elle est restée 18 mois au foyer (non-demandeuse d'emploi) avant qu'elle ne décide d'intégrer le marché du travail.

Pour ce qui est des "sciences financières", les enquêtées se sont mises à la recherche d'un emploi aussitôt leurs études terminées.

4.2.2.b Promotion 1985 : L'important effectif féminin et l'appréciable taux de réponse atteint par la filière "sciences financières" nous permet de dégager des conclusions plus fondées et plus fiables quant au comportement des filles à l'issue de leur formation. Sur l'ensemble des réponses obtenues (19) il ressort que la totalité des diplômées intègrent le marché du travail, même si quelques unes d'entre-elles ont observé une période d'inactivité sans recherche d'emploi (opposition du mari ou des parents).

Il faut signaler que les filles questionnées résident dans la capitale ce qui peut, en partie, expliquer le taux élevé d'activité des diplômées.

Comme l'ont montré les différentes enquêtes sur la main-d'oeuvre, la population active féminine est concentrée dans sa très grande majorité dans les zones urbaines et dans la capitale plus particulièrement. Ce constat se confirme à travers la présente étude. La grande concentration de l'activité économique dans la capitale offre plus d'opportunités aux

diplômées, le phénomène d'anonymat dans les grandes villes jouant favorablement pour les filles décidées à valoriser l'investissement en capital humain.

TABLEAU N° 11
REPARTITION DE LA POPULATION ACTIVE
FEMININE SELON LA ZONE (%)

Strate	Année	1966	1982	1987
- Urbain		62.5	83.6	91.19
- Rural		37.5	16.4	8.81
Ensemble (100 %)		100	100	100

Sources : RGPH 1966, 1977 et 1987.

Les quelques réponses reçues des diplômées des autres filières pour les deux promotions semblent confirmer ce constat car elles ont toutes directement intégrées le marché du travail [9] et habitaient, au moment de l'enquête, à Alger en majorité, Constantine (1 candidate) et Blida (1 cas).

Cependant, il ne peut être tiré aucune conclusion pour l'ensemble des filières et des régions car :

- quand bien même il y aurait volonté de la part des parents à autoriser leur(s) fille(s) à travailler, le marché de l'emploi réagirait différemment vis-à-vis des autres filières (du point de vue du volume et de la localisation du travail) ;
- seules les diplômées des grandes agglomérations ont réagi au questionnaire et par conséquent nous ne disposons d'aucune information sur le phénomène d'insertion dans les autres zones (rurales notamment).

4.2.2.c. Remarques :

Nous disposons d'informations sur 3 des 5 étudiantes d'économétrie diplômées en 1985 car le contact avec nos anciens étudiants est maintenu à travers celles qui optent pour la poursuite des études (post-graduées) à l'ISE.

Une étudiante, "major" de sa promotion, a bénéficié d'une bourse de formation doctorale dans un pays arabe (Jordanie). Elle vient juste de soutenir sa thèse (Décembre 1989) et compte s'installer dans ce même pays. Cette étudiante habitait la région des Hauts-Plateaux (région centre).

Une autre étudiante, après une période d'inactivité (d'une année), a entamé un "magister" à l'ISE. Une fois le cycle théorique achevé (3 semestres de cours et de séminaires), elle a rejoint de nouveau le foyer de ses parents situé dans une très petite ville de l'intérieur du pays où ses démarches pour la recherche d'un emploi sont demeurées infructueuses. La troisième étudiante était initialement retenue pour une formation post-graduée à l'étranger mais n'a pu se déplacer, son mariage avec un étudiant de sa promotion, l'ayant depuis retenu au foyer.

III. BILAN DES MISES EN RELATION

Au cours des démarches entreprises pour la recherche d'un emploi, le candidat a pu chercher en vain une embauche durant une ou plusieurs périodes avant de commencer à travailler. Il a donc pu être confronté à l'une des trois situations suivantes :

- 1- il ne s'est présenté aucun emploi,
- 2- il s'est présenté un ou plusieurs emplois qu'il a refusés,
- 3- il s'est présenté un ou plusieurs emplois au diplômé mais sa candidature a été refusée.

C'est ces différentes situations que nous tentons d'analyser dans ce qui va suivre. Il va sans dire que beaucoup de candidats n'ont pas vécu ce (s) situation (s) soit parce qu'ils n'ont pas cherché à travailler soit parce qu'ils ont été embauchés directement et par conséquent l'analyse portera uniquement sur les diplômés ayant transité par l'une au moins des situations décrites ci-dessus et ayant porté cette information sur le questionnaire. Elle reposera essentiellement sur la promotion 1985.

A travers une première lecture des réponses, il ressort qu'une seule personne a été confrontée à deux situations à la fois (2 et 3 précisément).

Si l'on retient l'exemple de la promotion 1985, seulement 20,60 % n'ont pas eu de réponse à leur candidature, c'est-à-dire qu'il ne s'est présenté aucun emploi à eux. Près de 30 % ont vu leurs candidatures refusées et 50 % des diplômés (ayant répondu à cette partie du questionnaire) ont décliné les différentes offres qui se sont présentées à elles.

3.1. Analyse par filière :

TABLEAU N° 12
BILAN DES MISES EN RELATION SELON LES SPECIALITES (1985)

	Econométrie	Planification	Gestion	Sc. Financières	
				Filles	Garçons
1 - Aucun emploi ne s'est présenté	50	0	16.70	20	20
2 - S'est présenté un emploi mais refusé par le candidat	25	25	83.30	60	40
3 - S'est présenté des emplois mais candidature refusée	25	75	0	20	40
Ensemble (100 %)	100	100	100	100	100

Le tableau précédent montre que seule la planification voit tous ses diplômés recevoir des réponses à leurs demandes d'emploi avec, cependant, 75 % des candidatures refusées. Les "gestionnaires" sont mieux perçus sur le marché du travail mais refusent en grande majorité (83 %) les offres qui se présentent à eux. La filière économétrie semble très peu recherchée puisqu'elle enregistre le taux le plus élevé (50 %) des diplômés à qui aucune suite n'a été donnée à leurs démarches.

La conclusion que l'on peut tirer du tableau ci-dessus est que le marché du travail réagit différemment aux filières et selon le sexe. Les "gestionnaires" et les "sciences financières" apparaissent comme les filières les plus recherchées sur le marché (respectivement 83,30 % et 80 % ayant eu des réponses à leurs demandes).

3.2. Moyens utilisés par les diplômés à qui aucun emploi ne s'est présenté :

Aux diplômés qui ont cherché en vain un emploi durant une ou plusieurs périodes il a été demandé de lister les moyens qu'ils ont utilisés dans la procédure de recherche d'un poste de travail. Le tableau ci-dessous donne la structure des canaux empruntés par les diplômés.

TABLEAU N° 13
REPARTITION (%) DES MOYENS UTILISES PAR LES DIPLOMES N'AYANT REÇU AUCUNE SUITE A LEURS DEMANDES (PAR FILIERE)

	Econométrie	Planification	Gestion	Sc. Financières	
				Filles	Garçons
1 - O.N.A.M.O	33.33	--	0	50	0
2 - Lectures petites annonces	33.33	--	100	0	33.33
3 - Insertion petites annonces	0	--	0	0	0
4 - Démarches personnelles	33.34	--	0	50	66.67
Ensemble (100 %)	100	100	100	100	100

(*) Toutes les demandes des diplômés de cette filière ont été satisfaites

Aucune des filières étudiées n'utilise l'insertion de r petites annonces dans les journaux (quoique ce moyen a pu permettre à certains diplômés de décrocher un emploi).

Les "gestionnaires" n'exploitent qu'un seul moyen (lectures petites annonces), ce qui apparaît à priori insuffisant comme intensité de recherche d'emploi et n'initient pas de démarches personnelles, contrairement aux autres filières (à l'exception de la planification) alors que cette voie a permis à 1/4 des diplômés d'aboutir.

Les "sciences financières" empruntent essentiellement deux voies : les démarches personnelles sont communes aux deux sexes, l'inscription auprès des services de l'ONAMO est le deuxième moyen utilisé par les filles alors que les garçons exploitent les "petites annonces" des différents journaux. L'"économétrie", par contre, diversifie un peu plus les moyens de recherche d'emploi en affectant le même poids à chacune des voies (1/3).

3.3. Facteurs expliquant les candidatures refusées :

A beaucoup de demandes d'emploi de la part des nouveaux diplômés il a été donné une réponse négative que l'on tente d'analyser ici. La démarche repose essentiellement sur les avis des concernés (diplômés) et les résultats peuvent être biaisés dans certaines situations car très souvent l'étudiant n'accepte pas totalement (ou ne reconnaît pas) les échecs et les explique autrement, c'est-à-dire à sa manière.

TABLEAU N° 14
CAUSES AUX CANDIDATURES REFUSEES (1985)

	Planification	Sc. Financières	
		Filles	Garçons
1 - Qualification insuffisante	14.28	0	0
2 - Service National non accompli	14.28	0	33.34
3 - Manque d'expérience	42.85	50.00	50.00
4 - Langue d'enseignement non adaptée	28.59	50.00	16.66
5 - Autres	0	0	0
Ensemble (100 %)	100	100	100

Le manque d'expérience apparaît comme la cause dominante (50 %) avancée par les employeurs aux différentes candidatures refusées. Nous verrons plus tard que l'occupation d'un emploi d'attente est expliquée comme un passage obligé à l'accumulation d'une expérience en vue de mieux "s'armer" pour un meilleur emploi.

Nous savons que la première promotion formée en langue arabe est sortie en 1984. Il faut aussi rappeler que l'appareil économique continue d'utiliser le français comme langue de travail. Aussi, la langue d'enseignement est à l'origine d'un nombre non négligeable de refus de candidatures notamment féminines par les employeurs.

Comme nous l'avons signalé précédemment, le candidat embauché avant l'accomplissement des obligations du service national garde son poste à l'issue de cette période et bénéficie d'autres avantages. Pour profiter de cette clause, les candidats tentent (partie IV) par tous les moyens de décrocher un emploi avant d'accomplir le service national. Cependant, cette situation porte préjudice à l'organisme employeur car celui-ci doit geler le poste budgétaire (surcoût) sur toute la période durant laquelle son employé est en train de réaliser son service national (S.N). Aussi, les employeurs évitent de procéder au recrutement de nouveaux diplômés n'ayant pas déjà accompli le S.N et c'est ce qui explique le rejet de certaines candidatures (tableau 14).

Les sciences financières sont les plus concernées par cette cause (S.N) en raison des postes qu'ils sont appelés à occuper (comptabilité, finances, etc...) et qui sont à forte responsabilité.

3.4. Emplois refusés par les diplômés :

Un certain nombre de diplômés ont eu à décliner des offres d'emploi pour des raisons que nous allons essayer de cerner dans cette partie de l'étude.

TABLEAU N° 15
EMPLOIS REFUSES PAR LES DIPLONES : LES RAISONS

	Econométrie	Planification	Gestion	Sc. Financières	
				Filles	Garçons
1 - Rémunération insuffisante	50	0	42,85	16,61	0
2 - Eloignement	0	100	14,28	33,34	40,00
3 - Condition de travail	0	0	28,59	16,61	40,00
4 - Travail non adapté à la formation	50	0	14,28	33,34	20,00
Ensemble (100 %)	100	100	100	100	100

Une majorité des diplômés des filières d'"économétrie" et de "gestion" ont eu à refuser des propositions d'embauche pour cause de salaire jugé insuffisant (respectivement 50 et 42,85 %) alors que l'éloignement, par rapport au domicile des parents, a été à l'origine de la totalité des postes rejetés par les sortants de la "planification" et à un degré moindre par les "sciences financières". Beaucoup de sortants ont jugé les offres comme ne correspondant pas à la formation reçue, notamment les économètres qui recherchent les postes manipulant les statistiques, (les bureaux d'études et de modélisation notamment).

La "gestion" et les "sciences financières" sont les filières les plus exigeantes en matière de conditions de travail.

IV. DUREE DE RECHERCHE D'EMPLOI

La section précédente a montré que le processus d'insertion dans la vie active des nouveaux diplômés est vécu différemment d'une filière à une autre et qu'il s'écoule une certaine période avant que l'ensemble d'une promotion ne soit complètement absorbé par le marché du travail. Nous allons maintenant tenter d'estimer le temps moyen passé à la recherche d'un emploi.

Evidemment ne seront étudiées que les filières pour lesquelles le taux de réponse atteint par l'enquête est d'un niveau acceptable pour que l'échantillon retenu soit considéré comme représentatif.

Tous sexes confondus, le rendement interne, évalué en terme de temps au chômage, varie d'une spécialité à une autre et d'une promotion à l'autre. Les sciences "financières", comme il fallait s'y attendre, ont le rendement le plus élevé puisque le temps moyen de chômage est successivement de 0,6 et 1,4 mois pour les deux promotions. Il faut signaler que ce niveau de rendement est atteint avec des effectifs de très loin plus élevés que ceux des autres filières, ce qui traduit une demande économique particulièrement importante. L'"économétrie" vient en deuxième position avec un léger mieux enregistré par la deuxième promotion (1985), la durée moyenne de temps de recherche d'emploi passe de 2,5 à 2,4 mois. La filière "planification" ferme le marché (par rapport aux deux premières filières) puisqu'elle observe une période de chômage d'une moyenne de sept mois sur l'ensemble des deux promotions successives, avec une légère amélioration pour les diplômés de 1985 (6,5 mois).

Concernant la "gestion", l'estimation du temps de chômage a porté uniquement sur la dernière promotion (1985) où les taux de réponse pour les deux sexes à la fois, sont satisfaisants. Le rendement de cette filière se situe au niveau de celui de l'"économétrie" car la période moyenne passé au chômage est de 2,25 mois.

TABLEAU N° 16
DUREE DE RECHERCHE D'EMPLOI Année 1984
et Année 1985

Filière	Temps moyen de chômage (mois)	Dispersion
Econométrie	2.5	2.5
Planification	8.5	6.57
Gestion	--	--
Théorie	30 (*)	--
Ec. Financière	--	--
Ec. Financières	0.60	5.14
Ensemble (1984)	3.8	
Econométrie	2.4	4.8
Planification	6.5	7.12
Gestion	2.25	2.98
Théorie	--	--
Ec. Financière	--	--
Ec. Financières	1.4	3.00
Ensemble (1985)	2.5	
Ensemble (1984-1985)	2.9	

Il ressort de cette étude que la filière la plus professionnalisée a le rendement le plus élevé. Les effectifs pléthoriques de cette filière [10] et le niveau de rendement externe atteint par ses diplômés sont révélateurs d'une demande économique potentielle certaine. Par ailleurs, il faut constater que les "sciences financières" sont les moins exigeantes, par rapport aux autres filières en matière de conditions d'accès [11] puisque c'est la seule spécialité qui recrute des étudiants n'ayant pas accompli le tronc commun avec succès (voir partie 2-4). Ainsi donc, la filière la plus "ouverte" observe un rendement externe supérieur aux spécialités davantage plus sélectives.

Ce résultat mérite d'être approfondi car il concerne une filière où le taux de réponse est plus élevé pour les filles (79 contre 32 % pour la promotion 1985) et comme ces dernières ne sont pas astreintes aux obligations du service national, les temps d'insertion enregistrés risquent d'être très contrastés d'un sexe à un autre.

V. STATUT CONFERE A L'EMPLOI OCCUPE AU MOMENT DE L'ENQUETE

L'étudiant se lance, comme on l'a vu précédemment, dès la remise du diplôme, à la recherche d'un emploi, les garçons préférant retarder leur incorporation au service national. Cet empressement pour occuper très rapidement un poste de travail traduit-il une certaine saturation du marché du travail pour que les diplômés se "ruent" sur les quelques postes ouverts ou relève-t-il d'une autre stratégie ?

La durée de recherche d'emploi montre que les diplômés doivent consacrer, en moyenne, au moins trois mois [12] avant de se faire recruter, ce qui dénote une certaine tension sur le marché pour les sortants de l'I.S.E.

Une fois recruté, quel statut le diplômé confère-t-il à l'emploi ? En d'autres termes, et en raison des difficultés apparentes dans l'obtention d'un premier emploi, le diplômé a-t-il tendance à vouloir conserver définitivement son poste ?

L'expérience des deux promotions étudiées montre qu'un peu plus de la moitié des diplômés, soit 56 % pour la première cohorte (1984) et 58 % en ce qui concerne celle de 1985, occupent toujours l'emploi qu'ils ont "décroché" à leur sortie de l'université.

TABLEAU N° 17
CHANGEMENT D'EMPLOI

	Promotion 1984		Promotion 1985		Ensemble	
	Changt. d'emploi	Sans changt.	Changt. d'emploi	Sans changt.	Changt. d'emploi	Sans changt.
Econométrie	33.3	66.7	28.60	71.40	30.50	69.50
Planification	75	25	40.00	60.00	55.50	44.50
Gestion	0 (*)	100	59.00	41.00	50.00	50.00
Théorie	50 (*)	50	--	--	--	--
Ec. Financière	50 (*)	50	--	--	--	--
Sc. Financières	40	60	43.30	56.70	42.00	58.00
Ensemble	44	56	42.60	57.40	42.60	57.40

(*) A titre indicatif seulement

Mise à part la filière planification (promotion 1984) la même remarque

demeure valable pour l'ensemble des spécialités. Cependant, et si une majorité n'a pas changé d'emploi depuis, une part non négligeable de diplômés (42,6 %) occupent le même poste depuis leur sortie de l'université.

Deux remarques s'imposent maintenant afin de nuancer quelque peu les conclusions précédentes :

- la forte mobilité observée est, pour quelques individus, imposée par des événements exceptionnels. C'est ainsi que deux diplômés ont été obligés de changer d'emploi (affectés à d'autres entreprises) à cause de la dissolution de l'organisme employeur. Un troisième cas de changement a été provoqué par le déménagement des parents de la concernée vers une autre ville.

- l'occupation d'un même emploi depuis leur sortie de l'université ne signifie pas automatiquement que celui-ci est considéré comme "définitif", c'est à dire correspondant aux aspirations du diplômé. C'est ainsi que sur un total de 28 diplômés de la deuxième cohorte (1985), sept (7) individus occupent toujours le même emploi faute de mieux, c'est à dire considèrent comme occupation d'attente les postes qu'ils occupent actuellement et que le processus d'insertion professionnelle n'est pas encore terminé pour eux. De même qu'un certain nombre de filles auraient changé d'emploi si ce n'était l'éloignement des offres de travail.

En définitif, la mobilité professionnelle est un phénomène très présent chez les nouveaux diplômés et le statut conféré à l'emploi occupé depuis la sortie de l'université diffère d'un individu à un autre.

5-1. Emploi d'attente - Emploi définitif :

A travers la lecture des réponses des anciens étudiants touchés par l'enquête, il ressort que la stratégie des étudiants consiste à "s'accrocher" à la première opportunité d'embauche qui se présente et de considérer ce premier emploi comme "emploi d'attente" et de continuer, parallèlement, la prospective pour un poste de travail mieux adapté.

Cette démarche est un passage obligé pour des étudiants qui, généralement, ne possèdent aucune information, à leur sortie de l'université, sur le marché du travail. Le coût de recherche d'un emploi (job search) est limité au maximum (aux yeux des candidats) par l'occupation du premier emploi qui se présente à eux tout en continuant à s'informer sur l'état du marché du travail et des opportunités qui s'offrent au détenteur d'un diplômé en sciences économiques.

Le statut d'attente conféré par le diplômé au premier poste qu'il obtient n'est-il pas renforcé par l'échéance du service national ? Le manque à gagner qu'occasionne la période d'accomplissement du service national ne pousse-t-il pas le titulaire d'un nouveau diplôme à saisir la première opportunité d'emploi, le coût de recherche d'un emploi définitif pouvant s'avérer très élevé pour une période transitoire relativement longue **[13]** ?

Afin de mieux répondre à cette question, nous avons questionné séparément les deux catégories de diplômés, à savoir les étudiants ayant

obtenu un emploi avant leur incorporation au service national et les jeunes ayant intégré ce dernier dès leur sortie de l'université et qui se sont mis à la recherche d'un emploi bien plus tard (à l'issue du S.N).

TABLEAU N° 18
STATUT CONFERE AU DERNIER EMPLOI SELON QUE CELUI-CI
AIT ETE OBTENU AVANT SERVICE NATIONAL OU APRES
ACCOMPLISSEMENT

	Emploi acquis avant service national		Emploi acquis après accomplissement service national (*)	
	Définitif	Attente	Définitif	Attente
Promotion 1984 :				
- Econométrie	75.00	25.00	--	--
- Planification	0	100	75	25
- Sc. Financières	81.75	18.25	75	25
Ensemble	75.00	25.00	75	25
Promotion 1985 :				
- Econométrie	40.00	60.00	--	--
- Planification	20.00	80.00	50	50
- Gestion	--	--	42.85	57.15
- Sc. Financières	57.14	42.86	76.00	24.00
Ensemble	41.17	58.83	70.30	29.70

(*) Y compris les filles

5.2. Statut de l'emploi acquis avant le service national :

Les résultats de l'enquête concernant cette question ne permettent pas de dégager une tendance quant à la stratégie des diplômés et au statut conféré au dernier emploi pour les personnes ayant exercé avant l'accomplissement du service national. Ainsi, la promotion 1984 semble, dans sa majorité (3/4) considérer l'emploi occupé au moment de l'enquête comme définitif, c'est à dire répondant aux aspirations des étudiants alors que seulement 41 % de la cohorte 1985 le considèrent comme tel. La seule filière qui laisse apparaître une certaine homogénéité du comportement dans le temps est la "planification" : dans leur grande majorité, les diplômés de cette spécialité confèrent un statut d'emploi d'attente au poste qu'ils occupent au moment de l'étude. Leur attitude est à contre-courant de la tendance globale de la promotion 1984 puisqu'aucun nouveau diplômé de la filière planification ne considère le poste qu'il occupe comme définitif.

5.3. Attitudes des diplômés non concernés par le service national ou ayant intégré directement le service national :

Le tableau (18) fait apparaître, à l'inverse des conclusions de la partie (5-2), une certaine homogénéité de comportement des diplômés. Plus de 70 % des diplômés non concernés par la S.N. ou l'ayant accompli sans transiter par le marché du travail accordent un statut de permanent à l'emploi qu'ils occupent.

Cette attitude peut s'expliquer, en partie, par les considérations suivantes :

- le manque à gagner observé pendant l'accomplissement du service national fait que les diplômés sont peu enclin à beaucoup investir en matière de recherche d'emploi et évitent, par conséquent, de recourir à des changements de poste ;
- l'intégration au marché du travail est très souvent assortie, pour le sexe féminin, d'un certain nombre de conditions (distance, secteur préférentiel)

de la part de la nouvelle diplômée (ou indirectement par les parents ou l'époux). Aussi, l'activité féminine est caractérisée par une faible mobilité comme le confirme d'ailleurs l'exemple des diplômées de la filière des sciences financières (1985) où 67 % des filles occupent le même emploi depuis leur sortie de l'université. Ce taux est bien évidemment plus élevé que celui observé pour l'ensemble des sortants de l'I.S.E en 1985 (57 %) **[14]** ;

- les diplômés (garçons) dispensés du service national sont donc, pour la plupart, présents sur le marché du travail depuis au moins quatre (4) années (au moment de l'enquête) et le processus d'insertion a dû arriver à son terme **[15]**.

IV. MOBILITE PROFESSIONNELLE DES DIPLOMES : SES CAUSES

Nous allons nous intéresser maintenant aux mobiles qui sont à l'origine des changements d'emploi qui se sont produits au cours du processus d'insertion.

6.1. Ensemble des filières :

D'une promotion à une autre, la structure des causes à l'origine des changements d'emploi évolue. Trois causes principales (tableau n° 19 ci-dessous) expliquent l'abandon du premier poste : découverte d'un emploi meilleur, rémunération insuffisante et aussi les perspectives de carrières limitées chez le premier organisme employeur.

La structure de répartition entre ces trois mobiles change, cependant, d'une promotion à une autre :

La découverte d'un meilleur emploi (41 %) et les perspectives de carrière (41 %) constituent les principales causes à l'origine des changements d'emploi opérés par les diplômés de la promotion sortie en 1984, alors que pour la deuxième cohorte, la découverte d'un travail meilleur explique plus de 57 % des départs, le cinquième poste (perspectives de carrière) n'a plus qu'un rôle "mineur".

TABLEAU N° 19
CAUSES A L'ORIGINE DES CHANGEMENTS D'EMPLOI

	Promotion 1984	Promotion 1985
1 - Licenciement	0	0
2 - Essai infructueux	0	04.10
3 - Découverte d'un emploi meilleur	40.91	57.60
4 - Rémunération insuffisante	18.18	21.83
5 - Perspectives de carrière limitées	40.91	16.47
6 - Fin de contrat	0	0
Ensemble	100 %	100 %

Il faut signaler que pratiquement personne ne se fait renvoyer du premier poste pour cause de licenciement, pour essai infructueux ou pour fin de contrat. Les changements d'emploi relèvent donc exclusivement de la volonté des diplômés dès la découverte d'une meilleure opportunité.

6.2. Analyse des causes à la mobilité selon les spécialités (1985) :

TABLEAU N° 20
RAISONS AU CHANGEMENT D'EMPLOI SELON FILIERE (*)

	Econométrie	Planification	Gestion	Sc. Financières	
				Filles	garçons
1 - Licenciement	0	0	0	0	0
2 - Essai infructueux	0	0	16.70	0	0
3 - Découverte d'un emploi meilleur	20	0	49.90	20	33.40
4 - Rémunération insuffisante					
5 - Perspectives de carrière limitées	40	0	16.70	0	11.10
6 - Fin de contrat	0	0	16.70	40	22.10
7 - Autres	0	0	0	0	0
	40	0	0	40	33.40
Ensemble	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

(*) Parmi les autres causes : éloignement, aucune possibilité de décrocher un logement, insuffisance de la rémunération, dissolution de l'entreprise, manque d'intérêt, poste ne correspondant pas à la formation (promotion 1985).

Comme on peut le constater, les raisons aux changements d'emploi différent d'une filière à une autre.

VII. EMPLOI (S) OCCUPE (S) : MOYENS UTILISES POUR Y ACCEDER

7.1. Moyens ayant permis aux candidats d'occuper un emploi :

Aux diplômés ayant pu décrocher un emploi il a été demandé de mentionner lequel des canaux utilisés leur a permis d'obtenir un premier poste de travail. Il ressort que les démarches personnelles ont été les plus fructueuses (57 %), les relations personnelles venant bien après avec seulement 14 %. Les lectures de petites annonces aident quelques fois à se faire recruter (5,37 %) alors que le passage par l'ONAMO ne constitue pas la voie idéale (2,15 %). L'insertion de petites annonces est très peu utilisée et ne contribue que pour une part infime (1,07 %) dans les recrutements.

TABLEAU N° 21
STRUCTURE DES RECRUTEMENTS SELON LE MOYEN UTILISE (%)

Moyens utilisés	Promotion 1984	Promotion 1985	Ensemble
1 - O.N.A.M.O	0.00	3.22	2.15
2 - Lecture petites annonces	12.90	08.66	5.37
3 - Insertion petites annonces	0.00	1.61	1.07
4 - Démarches personnelles	67.74	50.00	56.98
5 - Relations personnelles	16.12	12.90	13.97
6 - Pas d'information	3.24	13.61	12.90
Ensemble	100 %	100 %	100 %

Il y a lieu de signaler que très rarement plusieurs canaux sont utilisés à la fois par les candidats lors des démarches de recherche d'emploi. Si l'on considère l'exemple de la promotion sortie en 1985, cinq candidats seulement ont utilisé plus d'un moyen de recherche d'emploi (deux au maximum). Il est clair qu'en multipliant les démarches, en empruntant plusieurs canaux à la fois on peut augmenter les chances de se faire embaucher et de diminuer le coût de recherche d'emploi (limiter la

période de chômage). Le comportement, tel qu'il ressort à travers le tableau précédent, peut s'expliquer par :

- un manque d'information sur l'ensemble des moyens qui peuvent être exploités pour la prospection d'un emploi ;
- les jeunes n'accordent pas beaucoup de crédibilité à certains canaux classiques (notamment lectures petites annonces) et pensent que les choix se feront en dernier ressort sur d'autres critères et c'est ce qui peut expliquer la prédominance des démarches et relations personnelles dans le processus de recherche d'emploi.

Le passage par l'ONAMO est peu emprunté par les diplômés de l'ISE pour des raisons évidentes et connues que l'on ne développera pas davantage ici.

7.2. Analyse par filière des moyens ayant aidé le diplômé à se faire recruter :

Le tableau n° 22 montre, que concernant le premier emploi, les diplômés des spécialités étudiées ont des stratégies de recherche d'emploi différentes :

- les économètres et les gestionnaires utilisent les mêmes créneaux : lectures petites annonces, démarches et relations personnelles et renoncent aux autres moyens ;
- les planificateurs favorisent le passage par seulement deux voies (ONAMO et démarches personnelles) ;
- toutes les voies sont exploitées par les "financiers".

TABLEAU N° 22
STRUCTURE DES MOYENS AYANT PERMIS LE RECRUTEMENT PAR
FILIERE - PROMOTION 1985 -

	Econométrie		Planification		Gestion		Sc. Financières	
	1er emploi	2ème emploi	1er emploi	2ème emploi	1er emploi	2ème emploi	1er emploi	2ème emploi
1 - O.N.A.M.O	0	0	25	0	0	0	06.06	15.40
2 - Lecture petites annonces	40	20	0	0	50	60	12.12	13.80
3 - Insertion petites annonces	0	0	0	0	0	0	06.06	0
4 - Démarches personnelles	40	80	75	100	25	0	48.50	38.40
5 - Relations personnelles	20	0	0	0	25	40	27.26	15.40

Pour décrocher un meilleur emploi (2ème emploi), les économètres et les planificateurs privilégient les démarches personnelles (respectivement 80 et 100 %), les gestionnaires exploitent la lecture des petites annonces (60 %) et utilisent aussi les relations personnelles (40 %) alors que les financiers évitent le passage par l'insertion de petites annonces.

En conclusion, seuls les diplômés de la filière sciences financières exploitent l'ensemble des moyens dans le processus de la recherche d'emploi alors que le reste des spécialités n'exploitent que quelques canaux seulement. D'autre part, les diplômés des filières d'économétrie, de planification et de gestion privilégient, pour l'obtention d'un meilleur poste, de manière plus accentuée les moyens qui ont permis à une

grande majorité d'entre eux de décrocher un premier emploi (tableau n° 23 ci-dessous).

7.3. Structure des moyens ayant permis d'occuper un emploi par sexe (sciences financières 1985) :

Le premier emploi est obtenu essentiellement à travers les démarches et relations personnelles (79 %) pour les garçons, et les filles (75 %) tout en faisant participer les autres voies (exception faite de la procédure d'insertion de petites annonces pour les garçons).

Pour le deuxième emploi, les démarches personnelles sont plus intenses, la lecture des petites annonces est plus utilisée et les relations personnelles moins sollicitées par les garçons. Les filles n'hésitent pas à passer par les services de l'ONAMO tout en favorisant la lecture des petites annonces (40 %) et les démarches personnelles (40 %) (tableau n° 23 ci-dessous).

TABLEAU N° 23
STRUCTURE (EVOLUTION) DES MOYENS AYANT PERMIS
D'OCCUPER UN EMPLOI SELON LE SEXE (sciences
financières 1985)

	Garçons		Filles	
	1er emploi	2ème emploi	1er emploi	2ème emploi
1 - O.N.A.M.O	7.70	0	5.00	20.00
2 - Lecture petites annonces	15.50	28.60	10.00	4.00
3 - Insertion petites annonces	0	0	10.00	0
4 - Démarches personnelles	38.40	42.80	55.00	40.00
5 - Relations personnelles	38.40	28.60	20.00	0

SECTION IV : CARACTERISTIQUES DE L'EMPLOI OCCUPE ET SITUATION DANS LE POSTE

I. STRUCTURE DE REPARTITION DES EMPLOIS PAR SECTEUR JURIDIQUE

La quasi-majorité des sortants de l'ISE se dirigent vers le secteur de l'Etat, c'est à dire le secteur public (82 %), le privé n'engageant ou ne recevant aucun diplômé. La structure de l'emploi par secteur juridique ne semble pas, d'autre part, avoir subi de transformation sur les deux promotions étudiées. Donc, et mis à part les quelques diplômés en sciences financières qui se sont installés à leur propre compte (bureau d'expertise comptable), les autres sortants s'orientent vers le secteur public. Cette situation peut, à priori, s'expliquer par les considérations suivantes :

- le secteur étatique a été pendant très longtemps le grand pourvoyeur d'emplois. Il a drainé l'essentiel des sortants de l'université. Aussi, le premier réflexe des nouveaux sortants est de s'adresser à ce secteur pour une éventuelle embauche ;

- le secteur public est présent partout, ce qui facilite la recherche d'emploi et les plans de carrière au sein de ce secteur sont mieux connus par une grande partie de la population ;

- le secteur privé a été pendant très longtemps marginalisé par les autorités politiques. Il occupe quelques créneaux dans l'économie ignorés par nos étudiants. Il constitue, auprès de beaucoup d'algériens, un secteur fragile et instable. Il est par conséquent très peu sollicité par les étudiants.

II. SITUATION DES DIPLOMES A LEUR POSTE

TABLEAU N° 24
CARACTERISTIQUES DE L'EMPLOI OCCUPE

Année	Filière	Public	Privé	Familial	Personnel	Pas d'information
1984	Econométrie	66.70				33.30
	Planification	100				0 %
	Gestion	100	0 %	0 %	0 %	0 %
	Théorie économique	100				0 %
	Economie Financière	50				50
	Sciences Financières	93.34			6.66	0 %
1985	Econométrie	77.80				22.20
	Planification	55.60				44.40
	Gestion	60	0 %	0 %	0 %	40
	Théorie économique	100				0 %
	Economie Financière	100				0 %
	Sciences Financières	82.80				17.20
	Ensemble	82.18	0 %	0 %	0.55 %	17.25

Pour les gens qui occupent un emploi au moment de l'enquête, il a été demandé au diplômé de décrire sa situation actuelle par rapport au poste qu'il occupe. Cinq éventualités peuvent se présenter (exclusives l'une de l'autre). Les résultats sont consignés dans le tableau ci-dessus).

TABLEAU N° 25
SITUATION DES DIPLOMES DANS LEUR POSTE ACTUEL

Filière	Essai	Stagiaire	Vacataire	Contractuel	Titulaire	Pas d'information
Année 1984 :						
Econométrie		33.33		16.66	16.66	33.35
Planification	0 %	0	0 %	0	100	--
Gestion		0		0	100	--
Théorie économique		0		0	100	--
Economie Financière		0		0	100	--
Sciences Financières		06.60		6.60	87.80	--
Année 1985 :						
Econométrie	11.11	11.11	11.11	11.11	33.34	22.22
Planification	--	--	11.11	11.11	33.34	--
Gestion	20	10	10	0	20	40.00
Théorie économique	50	--	--	0	50	--
Economie Financière	00	--	--	0	100	--
Sciences Financières	00	05.71	02.85	0	74.28	18.16
Ensemble	6.75	05.56	2.08	03.79	67.85	7.97

Sur l'ensemble des deux promotions retenues, 67,85 % sont titulaires dans leur poste actuel. La promotion 1984 dépasse largement ce taux car la titularisation est souvent liée à l'ancienneté dans le recrutement. Bénéficiant d'une année de présence de plus sur le marché du travail, la situation plus stable des diplômés de 1985 dans leur poste s'explique ainsi.

Les vacataires, stagiaires et contractuels sont le résultat des situations vécues par les diplômés ayant opté pour un poste d'enseignant dans le secteur de l'éducation et de la formation.

En effet, la titularisation à ce poste passe par la réussite à certains d'examens organisés par l'inspection à la pédagogie. Ces examens demandent une préparation que les diplômés de l'ISE, dont ce n'est la vocation, négligent en raison du fait que l'emploi est considéré très souvent comme emploi d'attente.

III. DISTRIBUTION DES EMPLOIS A TRAVERS LES SECTEURS D'ACTIVITE

Comment se répartissent les derniers emplois occupés à travers les différents secteurs d'activité ? Existe-il des secteurs plus captifs que d'autres pour chacune des spécialités étudiées ? Telles sont les deux questions que l'on a voulu étudier à travers la présente section.

3.1. Considérations générales

Le tableau qui suit (tableau 26) montre que l'agriculture est un secteur déserté par les étudiants puisqu'aucun diplômé des deux promotions retenues n'y est employé. Les transports arrivent à attirer quelques individus (de la 2ème promotion seulement).

Trois secteurs (industrie-commerce/service-administration) attirent, l'ensemble des diplômés étudiés : plus de 75 % des nouveaux sortants, avec une plus grande concentration dans les services et transports (37 %), le reste se répartissant de manière équilibrée entre l'industrie (26 %) et l'administration (23 %).

La structure de répartition entre ces trois derniers secteurs est restée stable sur les deux promotions étudiées (1984 et 1985).

TABLEAU N° 26
REPARTITION (%) DES DERNIERS EMPLOIS OCCUPES PAR SECTEUR
D'ACTIVITE

Filière	Agri- culture	Indus- trie	B.T.F	Trans- port	Commerce- service	Adminis- tration	Ensemble
Année 1984 :							
Econométrie		0	0		50	50	100
Planification		60	0		20	0	100
Gestion		100	0	0 %	0	0	100
Théorie éco.	0 %	50	0		50	0	100
Eco. Financière		50	0		0	50	100
Sc. Financières		13.34	26.66		40	20	100
Ensemble (1)	0	26.67	16.70	0	36.70	20.93	100
Année 1985 :							
Econométrie		0	0	0	60	20	100
Planification		20	0	20	20	40	100
Gestion		75	0	0	25	0	100
Théorie éco.		50	0	0	50	0	100
Eco. Financière	0 %	--	--	--	--	--	--
Sc. Financières		23.07	03.84	07.69	38.46	26.94	100
Ensemble (2)	0	25.00	04.54	09.08	36.38	25.00	100
Ensemble Général (1984-1985)	0	25.70	09.40	05.40	36.50	23.00	100

Les B.T.P enregistrent un léger recul en 1985 au profit du secteur des transports qui n'a procédé à aucun recrutement en 1984.

3.2. Répartition par filière :

Mis à part les sciences financières, les autres filières se concentrent sur au plus trois secteurs d'activité, les diplômés de l'"économétrie" se répartissent entre le commerce et l'administration, les planificateurs entre l'industrie et le commerce (1ère promotion) avec une percée pour le secteur des transports pour la cohorte de 1985. Les sortants de la filière gestion, cantonnés en totalité dans le secteur de l'industrie pour la promotion 1984, élargissent leur marché en secteur du commerce et des services de l'année d'après (1985).

Deux secteurs se partagent à part égale la totalité des sortants de la filière théorie : il s'agit de l'industrie et du commerce.

Les sciences financières sont présentes sur l'ensemble des secteurs considérés (à l'exception de l'agriculture). La structure de répartition de ses diplômés n'a pas connu d'évolution sur l'ensemble des cohortes étudiées, avec une grande partie concentrée dans le secteur du commerce et des services (40 %), la deuxième cohorte préférant davantage des postes dans l'administration (26 %) et l'industrie à ceux offerts par les B.T.P (26 % en 1984 contre 03,84 en 1985) (tableau 26).

Comme les sciences financières abritent une grande partie des diplômés de l'ISE, les conclusions d'ensemble (3-1-) tirées précédemment ont tendance à aligner la structure de répartition des emplois des autres disciplines sur celle de la filière ayant le plus grand poids dans la structure des sortants. Aussi, une analyse de la structure de répartition des diplômés hors sciences financières s'impose.

3.3. Répartition des emplois des filières hors sciences financières

En éliminant provisoirement les diplômés de la filière sciences financières de l'étude, nous allons analyser la structure de répartition des emplois et son évolution pour le reste des spécialités.

TABLEAU N° 27
STRUCTURE DE REPARTITION DES EMPLOIS FILIERE/SECTEURS (hors sciences financières)

	Agriculture		Indus-trie		B.T.P		Transport		Commerce-service		Adminis-tration		Ens.
	84	85	84	85	84	85	84	85	84	85	84	85	
Econo-métrie	0	0	0	0	0	20	0	0	50	60	50	20	100
Planifi-cation	0	0	50	20	16.70	0	0	20	13.30	20	0	40	100
Gestion	0	0	100	75	0	0	0	0	0	25	0	0	100
Théorie	0	0	50	50	0	0	0	0	50	50	0	0	100
Econo-mie Financi-ère	0	0	50	--	0	--	0	--	0	--	50	--	100
Ensem-ble	0	0	40	31.25	6.70	6.26	0	6.25	33.30	37.50	20	18.75	100

En ne tenant pas compte des diplômés des sciences financières, la plus grande concentration des emplois est observée au niveau du secteur des industries plutôt que dans les "services" alors que ce dernier occupait le premier poste de pourvoyeur d'emplois pour l'ensemble des filières. D'autre part, la structure de répartition des emplois ne connaît pas beaucoup de changement, toutes filières confondues, d'une promotion à une autre.

3.4. Répartition par sexe des emplois selon les différents secteurs (sciences financières)

Il est intéressant de voir si la structure de répartition des emplois, pour une même filière, se distribue identiquement quelque soit le sexe considéré. Comme le nombre de diplômées est assez élevé et représentatif pour la promotion 1985 en sciences financières, nous avons pensé utile de savoir comment se distribuent les diplômés filles et garçons de cette filière entre les différents secteurs.

TABLEAU N° 28
STRUCTURE DE REPARTITION DES EMPLOIS PAR SECTEUR D'ACTIVITE SELON LE SEXE (SCIENCES FINANCIERES 1985)

	Industrie	B.T.P	Transport	Commerce	Adminis- tration	Ensemble
Filles	16.20	0	16.20	38.80	27.80	100
Garçons	30.00	10.00	0	30	30	100
Ensemble	23.07	03.84	07.69	38.46	26.9	100

Le secteur de l'administration emploie le même taux de diplômés chez les deux sexes (28 % pour les filles et 30 % pour les garçons), l'industrie recrute pour un même nombre de diplômés, deux fois plus de garçons que de filles.

Les filles sont absentes dans les B.T.P alors que les garçons le sont dans le secteur des transports. La plus forte concentration des filles se situe dans le secteur du commerce et des services et à un degré moindre dans l'administration, les garçons se répartissent, avec un même taux de concentration (30 %), sur trois secteurs d'activité : Industrie, Commerce et Administration.

Il s'agit là d'une description des emplois à travers une filière (sciences financières) donnée appartenant à une cohorte déterminée (1985). Aussi, toute généralisation à d'autres promotions ou à d'autres filières est tout à fait impossible à partir des informations dont on dispose.

En conclusion, et concernant la filière et la promotion considérées, les diplômés se répartissent apparemment différemment à travers les secteurs retenus.

3.5. Particularité des emplois dans les secteurs du commerce, de l'administration et des transports (promotion 1985) :

A travers les réponses au questionnaire de la part des diplômés, il apparaît que certains sous-secteurs sont plus recherchés que d'autres ou offrent plus d'opportunités que le reste.

C'est ainsi que pour l'ensemble des derniers emplois occupés dans le secteur du commerce et des services, 75 des diplômés se retrouvent dans les banques.

TABLEAU N° 29
PART DE CHAQUE FILIERE DANS LE SECTEUR BANCAIRE

	Gestion	Planifi- cation	Econo- métrie	Théorie	Sciences financières	Ens.
Banques	07.70	07.70	23.07	07.70	53.83	100

Ainsi, plus de la moitié des postes qu'offre le système bancaire est accaparée par les sortants de la filière sciences financières suivie d'un peu plus loin par les économètres.

Une analyse plus poussée des sciences financières montre que les filles occupent 86 % des postes offerts à cette filière par l'ensemble des banques.

En ce qui concerne le secteur de l'administration, 64 % des postes occupés se situent dans le système éducatif (enseignement moyen, enseignement secondaire et centres de formation professionnelle). Les filles s'approprient, comme il fallait s'y attendre, plus de la moitié des postes (57,00 %).

Enfin la compagnie algérienne des transports aériens (Air Algérie) emploie 75 % des postes affectés à des diplômés de l'I.S.E par le secteur des transports. Ils sont, par ailleurs, pourvus totalement par les filles.

3.6. Répartition de la population active occupée par secteur d'activité économique et niveau de diplôme (dernier) :

Afin de voir si la distribution des diplômés de l'ISE au sein des secteurs d'activité reproduit celle observée pour l'ensemble de la population active, nous nous sommes intéressés aux résultats du dernier recensement de la population dont nous en avons extrait le tableau qui suit [\[16\]](#).

Si l'on s'intéresse au diplôme "licence et assimilé", on constate bien que pour 1987, l'agriculture attire la plus faible part de la population active détentrice d'une licence (2,78), et que l'essentiel de cette catégorie de diplômés se retrouve dans les services (75,28 %) et en deuxième position, mais très loin derrière, l'industrie (11,85 %), les B.T.P venant juste avant l'agriculture (4,55 %).

Si l'on compare cette structure à celle du recensement de 1977, l'Agriculture et les B.T.P attirent plus de titulaires d'une licence en 1987, alors que l'industrie observe un certain recul.

Si l'on compare la structure de répartition des diplômés de l'ISE à celle de l'ensemble de la population active possédant le niveau de licence, il existe une certaine similarité dans la distribution avec, cependant, une grande présence des premiers dans l'industrie et une quasi-absence dans l'agriculture.

TABLEAU

IV. MOBILITE INTERSECTORIELLE

TABLEAU N° 30
REPARTITION DE LA POPULATION ACTIVE OCCUPEE, PAR SECTEUR D'ACTIVITE ECONOMIQUE ET SELON LE DERNIER

DIPLOME OBTENU 1977-1987

	CEP	CEM	BAC	Agent technique et assimilé	Techni. cadres moyens	Licence et assimilé	Tech. supérieurs	Ingénieur	Post-graduation et 3 ^{eme} cycle	Sans diplôme	Total
77 Agriculture 87	7.41	1.74	0.70	3.19	1.84	0.53	--	3.33	1.22	34.47	29.62
	6.72	2.45	2.41	4.65	2.53	2.72	4.17	9.27	0.82	21.92	17.52
77 Industrie 87	22.68	13.25	10.52	35.80	13.42	15.87	--	30.23	4.63	16.39	17.18
	20.85	12.36	10.31	25.21	15.17	11.75	21.38	26.99	9.87	15.78	15.76
77 B.T.P. 87	8.52	3.48	3.09	7.79	4.87	1.93	--	8.15	1.90	16.42	15.18
	11.07	4.38	5.49	13.21	6.36	4.86	13.17	19.52	2.02	18.62	15.93
77 Services 87	56.95	78.68	73.54	48.17	78.29	78.61	--	52.69	91.31	29.19	34.84
	57.62	76.69	77.06	50.35	72.95	75.28	57.94	38.85	99.04	39.95	46.67
77 N.D. 87	4.43	2.85	3.15	5.05	1.59	3.00	--	5.64	0.90	3.51	3.18
	3.72	4.10	4.31	6.56	2.96	5.00	3.33	5.36	3.89	4.08	4.12
TOTAL 77-87	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : RGPH - 1977 et 1987

IV. MOBILITE INTERSECTORIELLE

Nous avons fait remarquer qu'au cours du processus d'insertion professionnelle beaucoup de diplômés ont eu à changer d'emploi. La section précédente a procédé à l'analyse de la répartition des diplômés entre les différents secteurs au moment de l'enquête, soit 3 à 4 ans après leur sortie de l'université. Cette situation constitue, pour beaucoup de diplômés, un aboutissement en ce sens qu'elle est le fruit d'une accumulation d'information sur le marché de l'emploi. Il est maintenant intéressant de savoir de quel secteur relève le premier emploi afin de situer le degré de mobilité intersectorielle des diplômés de l'ISE.

TABLEAU N° 31
MOBILITE INTERSECTORIELLE (1er, 2ème emploi) (Promotion 1985)

1 ^{er} emploi \ 2 ^{ème} emploi	Industrie	B.T.P	Transport	Commerce	Adminis- tration	Ens.
Industrie	75	0	0	25	0	100
B.T.P	0	50	50	0	0	100
Transport	--	--	--	--	--	--
Commerce	33.34	0	0	66.66	0	100
Administration	12.50	12.50	0	62.50	12.50	100

La diagonale principale du tableau précédent montre qu'il existe une forte mobilité intra-sectorielle : 75 % des diplômés recrutés par l'Industrie et ayant changé d'emploi se réorientent vers un organisme relevant du même secteur, alors que c'est le cas de 50 % de ceux issus des BTP et 66,70 % pour le commerce et services. On peut donc relever que l'essentiel de la mobilité des diplômés est essentiellement intrasectorielle et seul le secteur de l'administration se voit déserté par les diplômés puisque (83 %) ces derniers le quittent pour occuper ailleurs un deuxième emploi : ils migrent principalement vers le Commerce et Services (62,50 %), l'Industrie et les BTP se partageant le reste des diplômés ayant quitté l'administration (12,50 % chacun).

Il faut remarquer que, et mis à part le secteur de l'administration, les diplômés qui quittent leur emploi pour un autre poste s'orientent massivement vers un même deuxième secteur comme le montre le tableau n° 31 : Industrie vers Commerce, B.T.P vers Transport et Commerce vers Industrie.

Le phénomène observé trouve son origine, à priori, dans le fait qu'il n'existe pas de grandes disparités salariales entre les différents secteurs puisque la philosophie du statut particulier du travailleur (S.G.T) était le nivellement des salaires afin de fixer les travailleurs (et donc de limiter la mobilité). Le statut particulier des Établissements Publics Administratifs (ex-fonction publique) classe, à diplôme égal, ses travailleurs à des postes légèrement en deçà de ceux des autres secteurs. D'autre part, un certain nombre de primes (de rendement collectif et de rendement individuel)^[17] ne bénéficient pas, jusqu'à un passé récent, au secteur administratif. Ces deux éléments peuvent expliquer, en partie le départ massif des diplômés de l'ISE du secteur de l'administration.

SECTION V : POURSUITE DES ETUDES, MOTIVATION ET STRATEGIES DES DIPLOMES

De la décision de poursuite des études, trois effets peuvent être attendus de la part du candidat nouvellement diplômé :

- a) un changement de la distribution des emplois accessibles avec, naturellement, une augmentation de la proportion des emplois les mieux rémunérés ;
- b) un effet sur les perspectives de carrière ;
- c) un accroissement de la probabilité d'obtenir certains emplois de la distribution.

I. LA POURSUITE DES ÉTUDES EST-ELLE UN PHÉNOMÈNE ISOLÉ DE QUELQUES INDIVIDUS SEULEMENT ?

Le résultat de l'enquête révèle que la poursuite des études est souhaitée par une grande partie des nouveaux diplômés. Le nombre de personnes qui se seraient inscrites en post-graduation aurait été nettement plus élevé si ce n'était les capacités limitées d'encadrement en magister (concours pour un nombre limité de postes par filière). Le tableau ci-dessous donne le nombre de personnes, issues des deux promotions, qui ont poursuivi des études.

TABLEAU N° 32
TAUX DES POURSUITE DES ÉTUDES

Spécialité	Taux d'Inscrits / Filière	
	1984	1985
Econométrie	66.66	80.00
Planification	33.33	55.55
Gestion	100	70
Théorie	50	16.66
Economie Financière	00	00
Sciences Financières	46.66	37.14
Ensemble	40.62	43.54

Il existe donc un certain engouement de la part des étudiants pour la poursuite des études dont nous allons essayer de dégager les motivations par la suite.

Sur l'ensemble des deux promotions (1984-1985), la proportion d'étudiants ayant poursuivi des études est de 42 %. Ce taux aurait probablement atteint un seuil plus élevé si ce n'était les capacités limitées de l'encadrement en post-graduation (d'où l'instauration d'un concours national pour un nombre de postes pédagogiques limités).

II. FORMATION POST-GRADUÉE À L'ISE

Comme on a pu le constater, un assez grand nombre d'étudiants, à l'issue de leur formation graduée (licence) décident de se lancer dans des études post-graduées. Ces dernières sont organisées en deux paliers : un premier palier, sanctionné par le diplôme de magister et est composé d'un cycle théorique d'une année et demi (cours et séminaires) et de la rédaction d'un mémoire (six mois) ; le deuxième palier conduit au doctorat Es-Sciences et est conditionné par l'obtention du magister où d'un titre reconnu équivalent. La philosophie qui a guidé l'organisation d'études post-graduées en Algérie (décret de 1976) est la formation rapide de maîtres-assistants pour l'encadrement de l'Université où une véritable explosion démographique est observée sous l'effet de la pression de la demande sociale. Le magister donne directement accès au poste de maître-assistant. D'autre part, les instituts sous-encadrés pouvaient procéder au recrutement d'assistants, c'est-à-dire les étudiants

ayant accompli le cycle théorique du magister et, théoriquement, en phase de rédaction de leur mémoire.

Cette pratique de recourir aux étudiants de post-graduation pour la couverture des travaux dirigés et pratiques a été utilisée pendant très longtemps et par l'ensemble des établissements du réseau universitaire, notamment par l'ISE. Aussi, et même si cet aspect n'est pas révélé explicitement par les étudiants dans leur stratégie d'insertion professionnelle, il n'en demeure pas moins qu'il est fortement intégré dans leur démarche.

Il faut signaler que deux augmentations successives des salaires des enseignants du supérieur ont été observées en 1977 et en 1981, ce qui a rendu le secteur de l'enseignement post-secondaire très convoité, contrairement à la période antérieure à 1977.

III. POURSUITE DES ETUDES SELON LES FILIERES

Le tableau précédent (tableau 32) révèle que les sortants de la filière économétrie sont les plus motivés à poursuivre des études puisque plus de la moitié (67 et 80 % respectivement pour les deux promotions) réussissent l'accès en post-graduation. Viennent ensuite les "gestionnaires" (100 % et 70 % respectivement) mais avec des effectifs diplômés assez réduits quand même, les "sciences financières" (46 et 37 %) et enfin la filière "théorie". Les diplômés de l'Économie Financière ne sont pas tentés du tout par une inscription en post-graduation (en raison peut être de l'absence d'une filière en post-graduation) ce qui s'explique par le nombre de postes pédagogiques ouverts en post-graduation par rapport aux sortants de l'ISE. A titre d'exemple, et si on considère la rentrée de Septembre 1984, qui coïncide avec la sortie de la première promotion retenue dans l'échantillon, le tableau suivant donne le nombre de postes ouverts par spécialité.

TABLEAU N° 33
POSTES OUVERTS EN POST-GRADUATION A L'ISE (ALGER)

Filière	Nombre de postes
Théorie Economique	20
Economie Quantitative :	
▪ Gestion	20
▪ Planification	20
Economie des ressources humaines :	
▪ Economie de la santé	5
▪ Economie du travail	5
▪ Economie de l'éducation	5
Ensemble	75

(*) Annuaire de la Post-Graduation, année universitaire 1984/85
MES (Direction de la Recherche Scientifique, sous direction de la P.G.)

Comme on peut le constater et en comparant le nombre de postes ouverts à celui des diplômés des sessions de Juin et Septembre 1984, les possibilités de poursuite d'études en Algérie sont très grandes et cet aspect est loin d'échapper à beaucoup d'étudiants.

Si l'on compare entre les deux sexes à partir de l'exemple de la filière "sciences financières" de la promotion 1985, le taux de poursuite des études de la part des filles diplômées est légèrement moindre (32 %) par rapport à celui des garçons (38 %).

IV. MOTIVATIONS POUR LA POURSUITE DES ETUDES

Sur l'ensemble des deux promotions, 87 % des jeunes qui se sont inscrits en post-graduation l'ont fait pour un approfondissement des connaissances, 10 % par manque de débouchés et 2,5 % pour diverses autres raisons.

Comme nous le verrons dans la partie réservée à l'appréciation des programmes de formation par les anciens étudiants, plus de 62 % sont moyennement satisfaits de la qualité de l'enseignement reçu. Il est clair que tout nouveau diplômé, quelque soit le pays considéré et le niveau de développement atteint a une certaine réticence à affronter le marché du travail, n'étant jamais totalement satisfait des enseignements reçus. Vu le fort taux de diplômés ayant opté pour la poursuite d'études pour approfondissement des connaissances, ce sentiment d'imperfection de la formation y est peut être pour beaucoup dans la motivation de l'étudiant pour une formation post-graduée, mais celui-ci doit aussi vraisemblablement intégrer d'autres facteurs.

L'inscription en post-graduation confère au concerné le statut d'étudiant donnant accès au restaurant universitaire, le droit à habiter en cité universitaire ainsi que les avantages suivants

- bénéficie de l'octroi d'une bourse d'étude qui peut être considérée comme un substitut à l'allocation chômage délivrée dans certains pays ;
- la possibilité de se faire recruter sur place à l'issue du cycle théorique de la formation.

SECTION VI : APPRECIATION DE LA FORMATION PAR LES ANCIENS ETUDIANTS

Quatre à cinq années après leur sortie et après avoir, pour une grande partie d'entre eux, exercé un emploi, les diplômés ont pris du recul par rapport à leur formation. Ils peuvent, par conséquent, procéder à un bilan critique des programmes de la licence en sciences économiques par rapport à leurs attentes. Il a été demandé aux diplômés la qualité de la formation reçue dans l'une des trois classes suivantes : satisfaisante, moyenne et insatisfaisante.

TABLEAU N° 34
APPRECIATION DES PROGRAMMES DE FORMATION PAR LES DIPLÔMÉS

	Satisfaisante	Moyenne	Insatisfaisante	S / Réponse
1984 :				
Econométrie	33.33	16.66	33.33	16.78
Planification	16.66	50.00	33.34	---
Gestion	0	100	0	---
Théorie	0	50	50	---
Eco. Financière	50	50	0	---
Sc. Financières	26.67	26.66	14.67	---
1985 :				
Econométrie	11.11	55.55	11.11	22.23
Planification	11.11	11.11	33.33	---
Gestion	10.00	30.00	50.00	10
Théorie	50.00	50.00	00	---
Eco. Financière	100	00	00	---
Sc. Financières	40.00	37.14	14.28	08.58
Ensemble (1984-1985)	28.57	39.76	22.67	09.00

Quarante (40 %) sur cent diplômés jugent moyenne la formation reçue (toutes disciplines et filières confondues ; 28 % l'apprécient alors que 23 % sont déçus par la qualité des cursus. Cependant, ce jugement varie d'une promotion à une autre et selon les filières.

A la question de savoir dans quel sens les programmes devraient être améliorés afin de les rendre plus performants par rapport aux exigences des postes que les diplômés ont eu à occuper depuis leur sortie de l'université, les anciens étudiants font les remarques suivantes :

- absence de stages pratiques dans les entreprises afin d'une meilleure et progressive connaissance du monde du travail. Il est vrai que la Réforme de l'Enseignement Supérieur (RES) de 1971 insistait sur cet aspect (pratique) de la formation, mais la démographie étudiante a rendu impossible la gestion des stages ;
- les cours et les travaux dirigés ne sont pas suffisamment illustrés par des études de cas puisés à partir de situations vécues par nos entreprises et institutions (exercices de comptabilité à partir d'un cas concret, analyse de projet d'investissement qui ont été initiés par l'ex-MPAT[18] ou toute entreprise, etc...) ;
- les cours d'informatique ne sont jamais suivis de travaux pratiques sur ordinateur. Les connaissances théoriques ainsi acquises sont très rapidement perdues ;
- les documents de la bibliothèque sont de très faible qualité et peu variés. La quantité des documents de base ne répond pas au niveau de la demande des étudiants;
- enfin, l'enseigné se plaint particulièrement de la qualité de l'encadrement pédagogique de l'ISE.

Le fort taux de nouveaux diplômés qui poursuivent leurs études à l'issue de leur formation, s'explique-t-il pas ce sentiment que le produit de l'ISE ne leur semble pas suffisamment bien formé de sorte à s'engager en post-graduation, pour essayer de renforcer un certain nombre de lacunes ou relève-t-il d'une autre stratégie ? Il nous est difficile, actuellement, de répondre de manière assez fondée à cette question. Seules des investigations plus poussées permettront de mieux appréhender les stratégies des étudiants.

Notes

[*] Chercheur Associé - CREAD -

[1] A. BENACHENHOU, séries de conférences sur le financement de l'éducation 1985, ISE -Université d'Alger-

[2] Premier tirage effectué par l'administration de l'ISE. Le postage (envoi) était à notre charge.

[3] Les taux de réponse deviennent respectivement 33,37 % et 50 % pour les garçons si l'on ne tient pas compte des retours (pour changement d'adresse).

[4] Plan quinquennal 1974-1977, rapport général.

[5] Depuis quelques années, des formations courtes sont offertes parallèlement.

[6] Institut National de la Planification et de la Statistique (INPS).

[7] L'une des clauses du texte régissant le service national stipule que la période d'intégration au service national est comptabilisée (dans l'avancement) pour les personnes ayant déjà travaillé auparavant.

[8] Après le Bac (formation post-secondaire).

[9] A l'exception d'une candidate de la filière planification (1984) qui est restée 18 mois au chômage (volontaire) avant de commencer à chercher un emploi.

[10] Pléthoriques par rapport aux autres filières (voir tableau 3).

[11] A l'issue du tronc commun.

[12] Tableau 16.

[13] L'accès à un emploi définitif risque de prendre plus de temps (et donc manque à gagner) et est aléatoire (manque d'information sur le marché du travail).

[14] Tableau n° 11.

[15] Quoique beaucoup de spécialistes de la question considèrent que ce processus n'est jamais terminé et dure le temps de la vie active.

[16] RGPH 1977 et 1987

[17] PRI et PRC.

[18] Ex. Ministère de la Planification et de l'Aménagement du Territoire.